

INDICATEURS CLÉS
INDICATEURS ET
POLITIQUES EDUCATIVES :
UN GUIDE PRATIQUE
APRIL 2003



etf

SHARING EXPERTISE
IN TRAINING

**LA FONDATION EUROPÉENNE POUR LA FORMATION
EST LE CENTRE D'EXPERTISE DE L'UNION EUROPÉENNE
CHARGÉ DE LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT ET DE
LA FORMATION PROFESSIONNELS DANS LES PAYS
TIERS DANS LE CADRE DES PROGRAMMES DE
RELATIONS EXTÉRIEURES DE L'UNION EUROPÉENNE.**

NOUS CONTACTER

Des informations complémentaires sur nos activités, appels d'offres et vacances d'emploi peuvent être obtenues sur notre site web:
www.etf.eu.int.

Pour toute autre information, veuillez contacter

l'Unité Communications externes
Fondation européenne pour la formation
Villa Gualino
Viale Settimio Severo 65
I – 10133 Torino
T +39 011 630 2222
F +39 011 630 2200
E info@etf.eu.int

**INDICATEURS CLÉS
INDICATEURS ET
POLITIQUES EDUCATIVES :
UN GUIDE PRATIQUE
AVRIL 2003**

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	5
2. DEUX ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À LA BONNE CONSTRUCTION D'UN ENSEMBLE D'INDICATEURS	9
2.1 Un système d'information	9
2.2 Une politique éducative et/ou un plan d'éducation	11
3. QUELQUES DÉFINITIONS ET QUELQUES GÉNÉRALITÉS SUR LES INDICATEURS	13
3.1 Qu'est-ce qu'un indicateur ?	13
3.2 Que faut-il mesurer ?	14
3.3 Définir les objectifs de la politique éducative ou du plan d'éducation	14
3.4 Quelques exemples d'objectifs	15
4. PASSER DES OBJECTIFS AUX INDICATEURS	19
4.1 Education Pour Tous	19
4.2 Les indicateurs de l'Union européenne sur la formation tout au long de la vie	21
4.3 Les indicateurs construits par la Fondation Européenne pour la Formation (ETF) sur l'enseignement et la formation professionnels	22
5. COMMENT CLASSER LES INDICATEURS ?	25
6. RÉSUMÉ : ANALYSE DESCRIPTIVE – ANALYSE CAUSALE	27
7. QUELQUES CONSEILS POUR MENER À BIEN UN PROJET 'INDICATEURS'.	31
8. LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DANS LA RÉALISATION DES TRAVAUX SUR LES INDICATEURS	33
8.1 Recensement des sources et des données disponibles : différents types de données, recensements annuels, données ponctuelles, données de gestion	33
8.2 Calcul	35
8.3 Vérification de la cohérence des résultats	37
8.4 Analyse des différents indicateurs	38
8.5 Utilisation du document pour l'évaluation interne et externe : le souci de transparence	47
8.6 Mise à jour du document	47

9. D'AUTRES UTILISATIONS DES INDICATEURS COMPARAISONS INTERNATIONALES, DIVERSITÉS RÉGIONALES, PILOTAGE DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES	49
10. LE CAS TRÈS PARTICULIER DES INDICATEURS DE COMPARAISON INTERNATIONALE	51
10.1 Problèmes rencontrés lors de la dernière évaluation EPT en 2000	51
10.2 Illustration des problèmes rencontrés lors d'EPT 2000	52
10.3 Comment assurer une comparaison des données au niveau international ?	53
11. QUELQUES EXEMPLES D'UTILISATION DES INDICATEURS POUR L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION PROFESSIONNELS	55
11.1 Le suivi de la bonne articulation entre formation et emploi, la transformation des formations professionnelles et la création de diplômes ou de certifications professionnelles	55
11.2 Le suivi de la gestion des ressources humaines des entreprises et son impact sur le recrutement des jeunes	56
11.3 Observation et prospective de la relation formation – emploi à un niveau macro-économique	56
11.4 La formation tout au long de la vie et en particulier en cours de vie active	56
12. CONCLUSION	59
BIBLIOGRAPHIE	61

1. INTRODUCTION

1

Depuis une dizaine d'années , la notion d'indicateur de fonctionnement des systèmes éducatifs est revenue au premier plan des préoccupations de nombreux pays. On peut trouver plusieurs raisons à ce regain d'intérêt.

Dans la plupart des pays du monde, les systèmes éducatifs constituent de vastes organisations très complexes à gérer. Les ressources, facilement attribuées à l'éducation il y a quelque temps, deviennent assez difficiles à obtenir dans la période actuelle de restrictions généralisées de crédits. Les enjeux sociaux et politiques de l'éducation sont importants, mais les responsables politiques des systèmes éducatifs doivent utiliser à présent des argumentations plus solides basées sur des informations quantifiées pour défendre la part de l'éducation dans un budget de l'Etat souvent bien difficile à équilibrer. Quoi qu'il en soit, les dépenses d'éducation continuent de représenter une part importante des dépenses pour de nombreux Etats. Il est donc assez normal de mettre plus de transparence dans leurs usages.

Dans le même temps, après un fort développement jusqu'en 1980, la scolarisation dans de nombreux pays n'a pu tenir le même rythme de croissance. La scolarisation universelle est plus souvent du domaine du rêve à réaliser qu'un objectif rapidement accessible. De plus, la qualité de l'éducation est un problème préoccupant dans beaucoup de pays.

Dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnels, les difficultés d'emploi et la nécessité d'augmenter l'employabilité des personnes dans un contexte de changement technique rapide ont conduit à y accorder plus d'attention et à s'intéresser à son développement et à ses performances. Plus que pour l'enseignement général, l'évaluation doit comporter un aspect externe qui est la façon dont les différents diplômes et les différentes spécialités de formation vont s'insérer dans la vie active.

De ce fait, disposer pour le pilotage et la planification du système éducatif dans son ensemble ou dans une de ses composantes de données objectives est ressenti comme une nécessité par les

responsables politiques (les décideurs) et plus généralement par l'ensemble des personnes appartenant à la communauté éducative. De plus ces données permettent d'alimenter les débats publics et en améliorent la qualité. Une culture de l'évaluation est ainsi en train de renaître.

La plupart des pays disposent de bases de données sur l'éducation, qui sont mises à jour assez régulièrement à travers les résultats des recensements scolaires. Même si la qualité et la fiabilité de ces données sont loin d'être parfaites, leur pertinence et leur utilité pour la décision politique sont claires. Mais on note que, dans peu de pays, les décideurs politiques font référence à ces données pour guider leurs politiques éducatives. Le problème posé a trait à la présentation et à la diffusion des données disponibles. A quelques exceptions près, elles ne sont publiées que dans des annuaires statistiques lourds, qui contiennent trop de données brutes et manquent d'analyse. Un décideur a besoin d'un document plus facile à lire et à interpréter, donc plus analytique et plus pertinent.

Pour répondre à ces différents besoins, plusieurs types de publications contenant divers indicateurs sont apparus récemment. L'UNESCO avait initié les premiers travaux de comparaison internationale¹. L'OCDE a beaucoup développé cet aspect ces dix dernières années². Parallèlement, plusieurs publications portant sur un seul pays sont apparues. Elles sont en général produites par les services du Ministère de l'Education. Les premières ont été *L'état de l'école en France*³ et *Indicateurs de l'éducation au Québec*⁴. Pour compléter le portrait de l'éducation, offert par *L'état de l'école*, le Ministère de l'Education en France a préparé un document, qui met en

regard les caractéristiques de l'éducation par région et donc les disparités régionales. Ce document s'appelle *Géographie de l'école*⁵. Plus récemment, des documents similaires sont apparus par exemple en Finlande, au Danemark, et sur une base moins régulière en Indonésie, aux Pays-Bas et en Algérie.

Concernant l'enseignement et la formation professionnels, un projet d'indicateurs clefs est piloté par la Fondation Européenne pour la Formation (European Training Foundation en anglais), une agence de l'Union européenne située à Turin. Ce projet concerne les pays de l'Europe Centrale et Orientale ainsi que les Nouveaux Etats Indépendants et la Mongolie. Depuis 1996, les Observatoires Nationaux, de petites unités mises en place par la Fondation Européenne pour la Formation et chargées de collecter et d'analyser les données sur la formation et l'enseignement professionnels, collectent une série d'indicateurs clefs identiques permettant de faire des comparaisons internationales sur le développement des systèmes d'enseignement et de formation professionnels et leur lien avec le marché de l'emploi⁶.

Idéalement, un document d'indicateurs doit rendre compte du fonctionnement du système éducatif ou d'un sous ensemble (enseignement professionnel par exemple) sous tous ses aspects. Les informations délivrées doivent être accessibles à un public non spécialisé dans les statistiques et les analyses quantitatives. Il doit donc être facile à lire et utiliser les données les plus récentes. Il peut de plus être relativement aisé à mettre en forme et peu coûteux pour son édition.

Leur objectif commun est de mettre à la disposition de toute la communauté

1 UNESCO, Rapport mondial sur l'éducation Paris, 1991 ; Paris, 1993 ; Paris, 1995. Paris, 1998

2 OCDE, Regards sur l'éducation. Les indicateurs de l'OCDE. Paris, 1e éd, 1993; 2e éd, 1994; 3e éd., 1995. ; 4e éd., 1996; 5e éd., 1997; 6e éd., 1999; 7e éd., 2000; 8e éd., 2001. 9e édition 2002 Paris : Organisation de Coopération et de Développement Économique.

3 L'état de l'école. 30 indicateurs sur le système éducatif. Paris, Ministère de l'éducation nationale, no. 1, 1991, publication annuelle depuis lors. En 2002 numéro 12.

4 Indicateurs de l'éducation, Ministère de l'éducation du Québec. Publication annuelle

5 Géographie de l'école. Ministère de l'éducation nationale, Paris, 1e éd, 1993 ; 2e éd, 1994 ; 3e éd, 1995 ; 4e éd, 1996. 5e éd., 1997 ; 6e éd., 1998 ; 7e éd., 1999 ; ; 8e éd., 2000 ; 9e éd., 2001.

6 Voir notamment "Vocational education and training in the NIS and Mongolia: Key Indicators . European Training Foundation.

éducative des indicateurs pertinents, en nombre restreint, faciles à utiliser et donnant une bonne description de l'état du système éducatif. De fait, il existe beaucoup de points communs entre ces travaux sur le choix des indicateurs et leur présentation.

Les outils micro-informatiques (matériels et logiciels sous Windows mais aussi sous Mac Os) aujourd'hui largement répandus facilitent grandement la réalisation d'un tel document.

Pour aider les pays à construire leur propre document et leur propre système d'indicateurs, il est apparu nécessaire de

conduire des formations pour les différents pays intéressés par la construction et la mise en place de systèmes d'indicateurs. L'Institut International de Planification de l'Education de l'Unesco a notamment joué un rôle très important dans ce domaine pour les indicateurs de planification de l'éducation. Plusieurs exemples utilisés dans ce guide ont été repris des travaux conduits par cet organisme car ils sont très illustratifs des problèmes généraux sur les indicateurs⁷. Mais, à la différence des travaux réalisés par cet institut de l'Unesco, le présent document s'attache plus particulièrement aux problèmes concernant l'enseignement et la formation professionnels.

---

⁷ 'Des indicateurs pour la planification de l'éducation : un guide pratique.' Claude Sauvageot Institut International de l'Education Unesco. Mars 1996.

2. DEUX ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À LA BONNE CONSTRUCTION D'UN ENSEMBLE D'INDICATEURS

2

2.1 UN SYSTÈME D'INFORMATION

C'est une évidence. Sans un bon système d'information, il est impossible de construire un ensemble pertinent d'indicateurs. C'est la condition nécessaire chère aux mathématiciens, mais elle n'est pas suffisante.

La plupart des pays du monde ont mis en place un système d'information. La taille toujours plus importante du système éducatif et la complexité de son fonctionnement ont entraîné le besoin et la nécessité d'explicitier les justifications et arguments qui sont à la base des stratégies et actions éducatives. Cet impératif a été encore accentué par la recherche d'une utilisation efficiente des ressources dans un contexte de rareté parfois croissante. Ainsi s'est affirmé le besoin de plus en plus fort de développer ou de renforcer les systèmes d'information pour qu'ils s'intègrent comme une composante principale du processus de planification ou de décision.

Ce système coûte cher. Très souvent, il n'a produit que des annuaires statistiques peu accessibles à la plupart des acteurs du système éducatif : décideurs politiques, enseignants, parents, élèves. Aussi la qualité et la quantité d'information ont souvent baissé car une information peu ou pas utilisée a beaucoup de risques soit de perdre sa fiabilité, soit de disparaître. Par exemple, les informations sur les âges des élèves ne sont plus disponibles dans des pays qui les recueillaient auparavant. Or, cette information est essentielle pour le calcul du taux net de scolarisation et donc l'analyse de l'intensité de la scolarisation. Ainsi, un indicateur très important ne peut plus être calculé faute de données disponibles. De plus, pour être utilisable, l'information doit être d'actualité. D'où l'existence d'une autre contrainte forte : disposer de données récentes, c'est-à-dire sur l'année scolaire en cours ou au pire sur l'année scolaire précédente.

Pour beaucoup de pays, cette contrainte n'est pas toujours respectée. Mais il est impossible de demander à des décideurs

politiques de s'appuyer sur des données trop anciennes. Ces derniers sont intéressés par l'effet de leurs actions. Il est alors indispensable de disposer de données sur l'année en cours, suffisamment fines pour mesurer l'effet d'une politique récente. Un ministre a besoin d'indications sur l'effet de ses orientations et de son action ; les parents d'élèves souhaitent utiliser les données pour la scolarisation actuelle de leurs enfants.

Concernant l'enseignement et la formation professionnels, le problème est encore plus complexe car outre des données sur l'enseignement initial, le système d'information doit intégrer des données sur la formation professionnelle continue, sur la transition professionnelle (de l'enseignement – formation à l'emploi), sur le fonctionnement global du marché du travail et plus particulièrement sur les personnes quittant le système de formation. Il est donc nécessaire de couvrir plusieurs domaines, de faire appel à des sources d'information différentes pour disposer d'un ensemble cohérent d'informations. Or peu de pays disposent d'un système complet d'information et cela va constituer un frein sérieux aux travaux sur les indicateurs. Nous y reviendrons plus avant.

Pour permettre d'accélérer la disponibilité des données, un nombre croissant de pays procède à des enquêtes rapides sur échantillons représentatifs d'établissements ou de sous-populations (les ménages, les travailleurs d'un secteur économique...) pour collecter des données sur l'éducation, sur l'insertion professionnelle et sur la formation professionnelle. Un tel outil peut être particulièrement utile, par exemple, dans les situations suivantes :

- Pour alléger la charge qui pèse sur les établissements d'enseignement et de formation, certaines informations (non nécessaires, pour des raisons administratives, sur l'ensemble des établissements) ne seront collectées que pour un nombre limité d'entre eux.
- Pour obtenir un feed-back rapide, par exemple sur la mise en oeuvre d'une

nouvelle politique, un échantillon d'établissements ou d'une population bien ciblée peut fournir les données pertinentes nécessaires.

- Pour connaître l'insertion professionnelle et la situation vis-à-vis de l'emploi de jeunes qui viennent de quitter le système éducatif avec un diplôme ou même avec une spécialité précise de formation.
- Pour connaître les trajectoires professionnelles des jeunes ayant quitté le système éducatif depuis trois ou cinq ans.
- Pour évaluer la participation à des stages de formation professionnelle continue.

La distribution par âge dans les écoles primaires peut par exemple être obtenue à partir d'une enquête sur échantillon. Ainsi, toutes les écoles n'ont pas besoin d'envoyer cette information lourde au ministère.

Le ministère peut entreprendre chaque année une enquête rapide auprès d'un échantillon d'écoles secondaires et/ou d'écoles professionnelles, trois jours après la rentrée scolaire. Il obtient ainsi, sans délai, une première idée de l'évolution des effectifs scolaires dans les différents types d'écoles. Ceci est un élément d'information très utile dont dispose le ministre pour sa première conférence de presse qui suit la rentrée des classes. Un soutien spécifique est procuré aux écoles de l'échantillon afin d'assurer une réponse rapide et complète. L'échantillon est représentatif et simple à construire dans la mesure où la base d'échantillon (la population totale des écoles) est bien connue. L'expérience montre que, après une ou deux années de rodage, l'information obtenue par le ministère est suffisamment précise et qu'il est possible de déceler des grandes tendances qui seront affinées lors du recensement scolaire qui sera fait plus tard dans l'année scolaire.

Concernant l'insertion professionnelle des diplômés, un échantillon permet d'obtenir les informations sur les conditions et la qualité de leur insertion sauf bien entendu s'il s'agit d'une formation ou d'une spécialité à très faible effectif et pour

2. DEUX ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES À LA BONNE CONSTRUCTION D'UN ENSEMBLE D'INDICATEURS

laquelle un nombre trop faible de personnes aura été interrogé. On touche ici les limites des travaux basés sur un échantillon.

La plupart des informations issues d'enquêtes auprès des ménages (niveau de la population, participation à des stages de formation par exemple) sont effectuées dans ce cadre et en ont donc les avantages et les limites.

Il est important de noter à ce stade que les objectifs d'un document d'indicateurs et d'un annuaire statistique ne sont pas les mêmes. Le premier veut afficher l'évolution du système éducatif, souligner certaines tendances et signaler des problèmes. Le deuxième essaie de rassembler dans un ensemble global toutes les données sur l'éducation. L'exhaustivité est impérative pour le deuxième, pas pour le premier.

La réflexion sur les indicateurs peut permettre d'améliorer le système d'information (en volume et en fiabilité). En effet, la publication des indicateurs constitue un retour d'information pour les personnes qui sont des producteurs d'information (chefs d'établissement, services régionaux, producteurs de statistiques...). Elles peuvent constater combien leur travail de recueil d'informations est important, utile et utilisé.

Actuellement, de nombreuses discussions portent sur la fiabilité des données. Certes, il est bien souvent difficile de connaître la précision de telle ou telle information sur les effectifs scolaires ou sur le fonctionnement du marché du travail. Cependant, il ne peut être question d'attendre une hypothétique fiabilité des données qui tomberait quasiment du ciel. Bien au contraire, c'est en publiant des données et en les utilisant (bien entendu avec les précautions nécessaires) que l'on peut en améliorer la qualité. C'est le cercle vertueux des statisticiens.

Il faut ajouter que certains problèmes sont si patents qu'ils ne nécessitent pas une précision inférieure à quelque pour cent. Ainsi, même avec une forte incertitude sur la qualité des données démographiques ou sur les données concernant l'éducation ou

l'emploi, la chute de l'enseignement préscolaire ou le fort taux de chômage des NEI (Nouveaux Etats Indépendants) sont des faits incontournables. De la même manière, les fortes différences entre les zones urbaines et les zones rurales apparaîtront toujours. C'est en faisant vivre les statistiques que l'on en améliorera la qualité.

De plus, les décideurs politiques pourront soutenir davantage les efforts des services qui leur produisent des informations directement utilisables.

Il faut ensuite passer des données collectées par les systèmes d'informations à un ensemble d'indicateurs. Nous y reviendrons plus loin.

2.2 UNE POLITIQUE ÉDUCATIVE ET/OU UN PLAN D'ÉDUCATION

Comme on l'a mentionné plus haut, un système d'information est vital, mais non suffisant pour construire une liste pertinente d'indicateurs. Une politique éducation ou un plan sont tout aussi nécessaires en ce qui concerne le choix d'indicateurs.

Si leur existence n'est pas aussi vitale que celle d'un système d'information, elle facilite grandement les choix d'indicateurs.

En effet, en plus d'une description claire, pertinente et simple, les indicateurs doivent mesurer des événements ou des évolutions qui intéressent les différents acteurs des systèmes éducatifs. Encore faut-il que des objectifs clairs et mesurables aient été définis pour le système éducatif ou pour un sous ensemble comme l'enseignement et la formation professionnels. Cela peut se présenter de différentes manières : existence d'un plan, d'une loi-programme, de mesures bien identifiées dans la loi ou dans certains décrets, etc.

Le travail consiste alors à élaborer les indicateurs les plus appropriés pour suivre les orientations décidées.

Pour tel pays en développement, le plan quinquennal souhaitait conduire 80% d'une génération à l'alphabétisation, c'est-à-dire jusqu'en quatrième année de l'enseignement primaire. L'indicateur est dans ce cas immédiatement défini: proportion d'une génération atteignant la quatrième année de l'enseignement primaire. Un objectif de même type est fixé par tel autre pays : il fallait atteindre un taux brut de scolarisation de 78% à un horizon temporel fixé et un taux de redoublement de l'ordre de 15%. Pour un troisième, l'objectif était d'augmenter le taux net de scolarisation de 64 % à 80% dix ans plus tard, et d'augmenter le taux d'achèvement du primaire de 30% à 80% durant cette même période. Le taux d'alphabétisme devait atteindre 80%. Tel autre pays où l'enseignement primaire est beaucoup plus développé, souhaite maintenant accroître l'offre de services scolaires au niveau du premier cycle du secondaire, afin que tous les diplômés de l'enseignement primaire puissent intégrer ce niveau sur cinq ans. La plupart des pays ont défini de tels objectifs quantitatifs. Les objectifs de réduire les disparités entre filles et garçons, ou d'accroître la part du budget allouée à l'éducation de base peuvent être rangés dans la même catégorie.

Concernant l'enseignement professionnel, les objectifs peuvent porter sur son développement (x% des jeunes devrait passer par ce type d'enseignement) ou sur l'amélioration de l'insertion de ces diplômés (réduire le taux de chômage de x%).

Lorsque les propositions sont plus vagues, comme «amélioration de la qualité de l'enseignement » , le travail est plus délicat. Il faut savoir ce que qualité veut dire dans le pays étudié : est-ce la qualification de l'enseignant, le niveau des élèves, le nombre d'années d'études passées à l'école, une scolarité sans redoublement, un bon taux d'encadrement... ? On voit ici tout l'intérêt du débat qui va permettre de fixer la liste des indicateurs et la variabilité des difficultés à transformer un objectif politique en indicateur. Des objectifs comme « renforcer les capacités institutionnelles », « améliorer le réseau scolaire », « améliorer la place et les performances de l'enseignement professionnel » et « améliorer l'encadrement des enseignants » sont de même nature.

3. QUELQUES DÉFINITIONS ET QUELQUES GÉNÉRALITÉS SUR LES INDICATEURS

3

3.1 QU'EST-CE QU'UN INDICATEUR ?

Les indicateurs sont des outils qui doivent à la fois permettre de se rendre compte de l'état d'un système éducatif, et également de rendre compte de cet état à l'ensemble de la communauté éducative, autrement dit à l'ensemble du pays.

Il est une confusion très importante à éviter : un indicateur n'est pas une information élémentaire. C'est une information élaborée pour pouvoir étudier un phénomène éducatif. Il ne faut donc pas confondre une liste d'indicateurs avec une liste de tableaux produits pour un annuaire statistique ou pour répondre à des besoins de gestion. Un nombre d'élèves entrant en second cycle est intéressant pour un gestionnaire, de même un nombre d'enseignants et d'élèves. Mais l'indicateur sera, dans le premier cas, la part d'une génération accédant en second cycle, dans le second cas, le nombre d'élèves par maître. La différence est claire, la différence de potentiel analytique aussi.

La tentation est souvent grande d'ajouter des données brutes aux indicateurs. Il faut résister à cette dérive pour conserver le caractère propre à ce type de travail.

On peut, comme mentionné dans différents ouvrages, donner les caractéristiques d'un bon indicateur :

- sa pertinence ;
- sa capacité de résumer l'information sans la déformer ;
- son caractère coordonné et structuré qui permet de le mettre en relation avec d'autres indicateurs pour une analyse globale du système ;
- sa précision et sa comparabilité ;
- sa fiabilité.

Il doit permettre :

- de mesurer la distance par rapport à un objectif ;
- d'identifier les situations problématiques ou inacceptables ;

- de répondre aux préoccupations des politiques et au questionnement qui a conduit à son choix ;
- de comparer sa valeur à une valeur de référence, à une norme ou à lui-même calculé pour une autre période d'observation.

Un système d'indicateurs doit fonctionner comme un tableau de bord. Il facilite la mise en évidence des problèmes et permet de mesurer leur ampleur. Le diagnostic détaillé et la recherche des solutions se feront par une analyse et une recherche complémentaires. On peut donner ici l'image (classique mais appropriée) d'un voyant prévenant de la surchauffe d'un moteur. Lorsqu'il s'allume, le spécialiste doit chercher les raisons et trouver des solutions pour faire cesser le problème.

En résumé, les indicateurs jouent un rôle fondamental dans le pilotage et l'évaluation du système éducatif.

3.2 QUE FAUT-IL MESURER ?

Pour construire un bon indicateur, on doit pouvoir repérer les phénomènes les plus intéressants à mesurer qui, pour une part, vont dépendre des choix des pays, inspirés par les objectifs de la politique éducative de chaque pays. La pertinence d'autres indicateurs est plus universelle, plus descriptive aussi, mais leur importance va dépendre du contexte. Le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire est un bon indicateur. Mais lorsqu'un pays est scolarisé totalement, il perd beaucoup de son importance. Il n'est donc pas surprenant que le taux net de scolarisation au niveau primaire soit bien présent dans les documents d'indicateurs concernant des pays n'ayant pas atteint l'objectif de scolarisation primaire universel, mais qu'il ne figure pas dans *L'état de l'école*, sur la France. Il est donc bien nécessaire d'analyser la situation et les projets concrets du pays étudié.

Ces indicateurs doivent également avoir une visée descriptive du système éducatif. Il faut ici faire simple et précis. Une vue d'ensemble est nécessaire ; elle doit donner des points de comparaison à

l'analyse des différents phénomènes. De plus, on sait que certains aspects d'un système éducatif ne peuvent s'observer que sur la durée. Il est donc essentiel de présenter l'évolution des données sur plusieurs années. Enfin, il faut aussi rendre compte des diversités ou des disparités qui peuvent être multiples : géographiques ou socio-démographiques : sexe, catégorie sociale, etc.

Outre leurs aspects descriptifs, les indicateurs doivent fournir des éléments d'analyse de la politique éducative. Cependant, en utilisant un regroupement d'indicateurs, on doit pouvoir trouver des pistes de compréhension, d'explications de relations causales sur le fonctionnement du système éducatif. La transparence est à ce prix.

Ces interprétations sont certes délicates. C'est pourquoi, il est important que le groupe d'indicateurs choisis permette plusieurs points de vue. C'est un travail difficile mais c'est la seule façon de donner des outils de pilotage aux décideurs politiques et des éléments de compréhension à l'ensemble du corps social.

3.3 DÉFINIR LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE ÉDUCATIVE OU DU PLAN D'ÉDUCATION

C'est une phase essentielle. En effet, pour pouvoir correctement évaluer une politique éducation ou un plan, il est essentiel d'explicitement les objectifs visés. Ils peuvent être :

- **qualitatifs** : améliorer la qualité de l'éducation, ou viser plus d'équité, d'efficacité ou d'efficience pour le système éducatif
- **ou quantitatifs** : 80% de taux de scolarisation dans le primaire, 5% de taux de redoublement, atteindre un rapport élèves par maître de 45.

Cette définition n'est pas toujours aisée car beaucoup de politiques éducatives ou de plans ne donnent pas de façon précise leurs objectifs. Il faut alors les extraire des déclarations et des textes officiels de

3. QUELQUES DÉFINITIONS ET QUELQUES GÉNÉRALITÉS SUR LES INDICATEURS

politique éducative puis faire valider les objectifs ainsi redéfinis par les responsables de ces politiques ou de ces plans.

Concernant les Nouveaux Etats Indépendants, des Observatoires Nationaux chargés de collecter et d'analyser les données sur la formation et l'enseignement professionnels et leurs liens avec le marché de l'emploi ont été créés. Ils ont été interrogés sur les objectifs de l'enseignement et la formation professionnels dans leur pays. Les objectifs les plus souvent mentionnés par les responsables des Observatoires Nationaux sont les suivants :

- Améliorer la qualification de la population active
- Etablir des liens et des passerelles plus nombreuses entre l'éducation et le monde du travail
- Augmenter le taux d'occupation des jeunes avec un premier niveau d'enseignement professionnel
- Développer un lien plus étroit entre les contenus de l'éducation/formation professionnelle et les besoins de l'économie et de l'emploi
- Former plus de jeunes pour répondre aux besoins de personnels qualifiés du marché du travail
- Combattre le chômage des jeunes sans qualification
- Augmenter l'accès aux différents niveaux de l'enseignement professionnel
- Améliorer l'insertion professionnelle des jeunes diplômés de l'enseignement et de la formation professionnels
- Augmenter le taux de diplômés de l'enseignement professionnel
- Diminuer le nombre de jeunes sortant de l'enseignement professionnel sans qualification
- Améliorer le taux de réussite aux examens de l'enseignement professionnel

D'autres objectifs plus qualitatifs ont été également mentionnés, par exemple pour l'Ouzbékistan :

- Lier le système éducatif avec les réformes en cours dans la société et

l'établissement d'un état démocratique de droit

- Fournir des spécialistes qualifiés aux institutions éducatives, augmenter le prestige et le statut social des activités éducatives
- Mettre en place un système d'évaluation fiable sur la qualité de l'éducation
- Développer et mettre en place un système de collecte de fonds auprès des organismes étrangers ou internationaux
- Développer la collaboration internationale dans la formation des enseignants.

Le Kirghizstan et la Moldavie ont également mentionné le développement de la formation des adultes. La Moldavie est également préoccupée par la définition de standards de connaissances. Ces derniers correspondent aux acquisitions de connaissance et de savoir faire que l'on attend d'un élève à un niveau de formation donné.

3.4 QUELQUES EXEMPLES D'OBJECTIFS

A titre d'exemples, il est intéressant d'étudier les objectifs fixés en 1990 et en 2000 dans le cadre du programme de l'Unesco « l'Education Pour Tous » et les objectifs de développement de la formation tout au long de la vie de l'Union européenne. Ils permettent d'illustrer une démarche qui s'est fondée sur une première étape consistant à définir des objectifs bien identifiés avant d'élaborer des indicateurs.

3.4.1 EDUCATION POUR TOUS (EPT)

Sur le premier point il s'agit des objectifs définis d'une part par la Conférence de Jomtien (Thaïlande) en 1990 puis par la Conférence de Dakar en 2000 concernant le projet de « l'Education Pour Tous » (EPT). Ces conférences furent organisées par cinq grands organismes internationaux : l'Unesco, l'Unicef, le Pnud, le Fnuap et la Banque Mondiale sur les

grands objectifs de développement de l'éducation de base. Ils concernent tous les pays du monde

Les six objectifs de Jomtien (Thaïlande 1990)

- 1. Protection et éveil de la petite enfance**
Objectif: Expansion des activités de protection et d'éveil de la petite enfance, y compris les interventions au niveau de la famille ou de la communauté, particulièrement en faveur des enfants pauvres, défavorisés et handicapés.
- 2. Enseignement primaire**
Objectif: Universalisation de l'enseignement primaire (ou de l'éducation de base) d'ici à l'an 2000.
- 3. Acquis et résultats de l'apprentissage**
Objectif: Amélioration des résultats de l'apprentissage, telle qu'un pourcentage convenu d'une classe d'âge déterminée (par exemple, 80 % des jeunes de 14 ans) atteigne ou dépasse un certain niveau d'acquisitions jugé nécessaire.
- 4. Alphabétisation des adultes**
Objectif: Réduction du taux d'analphabétisme des adultes (le groupe d'âge à prendre en considération étant fixé par chaque pays), par exemple à la moitié de son niveau de 1990 en l'an 2000, en mettant suffisamment l'accent sur l'alphabétisation des femmes pour réduire de façon significative la disparité actuelle entre les taux d'analphabétisme masculin et féminin.
- 5. Formation à des compétences essentielles**
Objectif: Expansion des services d'éducation de base et des formations à d'autres compétences essentielles destinées aux adolescents et aux adultes, l'efficacité des actions étant appréciée en fonction de la modification des comportements et de l'impact sur la santé, l'emploi et la productivité.
- 6. Education pour une vie meilleure**
Objectif: Acquisition accrue par les individus et les familles, grâce au concours de tous les canaux d'éducation – y compris les médias, les autres formes de communication modernes et traditionnelles et l'action sociale – des connaissances, compétences et valeurs nécessaires à

une vie meilleure et un développement rationnel et durable, l'efficacité de ces interventions étant appréciée en fonction de la modification des comportements.

Les 6 objectifs de la Conférence de Dakar (2000)

- 1 Améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés ;
- 2 faire en sorte que d'ici à 2015 tous les enfants, notamment les filles, les enfants en difficulté et ceux appartenant à des minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme ;
- 3 répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes et de tous les adultes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires dans la vie courante ;
- 4 améliorer de 50% les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici à 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente ;
- 5 éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005, et instaurer l'égalité dans ce domaine en 2015 en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite ;
- 6 améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation dans un souci d'excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture et le calcul et les compétences indispensables dans la vie courante.

Source : Forum mondial sur l'éducation. Rapport final. Cadre d'action de Dakar, para. 7

En comparant les deux listes d'objectifs, on peut faire quelques remarques :

- face au bilan mitigé des progrès réalisés depuis 1990, le Forum mondial de l'éducation qui s'est tenu en avril 2000 à Dakar a réaffirmé les principes adoptés à Jomtien.

3. QUELQUES DÉFINITIONS ET QUELQUES GÉNÉRALITÉS SUR LES INDICATEURS

- les objectifs de l'éducation pour tous sont reconduits et devraient être atteints au plus tard en 2015.
- si l'ensemble des objectifs restent les mêmes, le plan d'action adopté à Dakar met l'accent sur d'autres aspects de l'éducation tels que l'élimination des disparités entre filles et garçons en matière d'éducation dans l'enseignement primaire et d'accès dans le secondaire, l'éducation non formelle, qui vont nécessiter le développement de nouveaux indicateurs pour permettre le suivi et l'évaluation des progrès réalisés.

3.4.2 LES OBJECTIFS DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LA FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

L'Union Européenne, pour sa part, a défini trois objectifs stratégiques pour la formation tout au long de la vie

- 1 améliorer la qualité et l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation dans l'union européenne
- 2 faciliter l'accès de tous aux systèmes d'éducation et de formation
- 3 ouvrir les systèmes d'éducation et de formation sur un monde plus large

A ces objectifs stratégiques sont liés des objectifs plus spécifiques :

- construire une société qui offre une égalité d'accès à un apprentissage de qualité tout au long de la vie pour tous

et dans laquelle l'offre d'éducation et de formation est basée tout d'abord et avant tout sur les besoins et les demandes des individus

- ajuster les procédés par lesquels l'éducation et la formation sont offertes et dans le même temps s'assurer que les connaissances et le savoir faire des personnes répondent aux demandes changeantes des emplois et des occupations, à l'organisation du travail et aux méthodes de travail et,
- encourager et doter les personnes pour qu'elles puissent participer dans toutes les sphères de la vie publique moderne, spécialement dans la vie sociale et politique à tous les niveaux de la communauté, y compris au niveau européen.

De plus, l'Union Européenne s'est attachée à définir la qualité de cette éducation et de cette formation dans quatre grands domaines :

- savoir-faire, compétences, attitudes
- accès et participation
- ressources dévolues à l'éducation tout au long de la vie
- stratégies et développement des systèmes d'éducation et de formation

Ces deux types d'exemple montrent bien la diversité des objectifs que peuvent se fixer des pays ou des groupes de pays. Mais une fois les objectifs définis, il convient de piloter leurs réalisations et d'évaluer les résultats obtenus. C'est ici qu'interviennent les indicateurs.

---

⁸ European Report on quality indicators of Lifelong Learning : Fifteen quality indicators. European Commission. Brussels. June 2002

4. PASSER DES OBJECTIFS AUX INDICATEURS

4

Une fois une première liste d'objectifs définis, il faut attacher à chaque objectif un ensemble d'indicateurs. Evidemment, un indicateur peut être utilisé pour plusieurs d'entre eux. Plusieurs cas sont exposés ci-après.

Il faut tout d'abord signaler l'importance dans le choix des indicateurs des orientations et des problèmes propres à chaque pays.

4.1 EDUCATION POUR TOUS

Pour évaluer et suivre les objectifs définis à Jomtien, les cinq organisations à l'initiative de cette conférence ont défini 18 indicateurs. On peut cependant regretter qu'ils ne l'aient fait qu'en 1996 après une conférence assez désastreuse chargée de faire un bilan à mi-parcours mais qui ne put rien évaluer faute d'indicateurs fiables.

Objectif 1 :

Indicateur 1: Taux brut d'inscription aux programmes d'éveil de la petite enfance, dans les secteurs public, privé et

communautaire, exprimé en pourcentage du groupe d'âge officiel concerné, s'il en existe un, ou sinon, du groupe d'âge de 3 à 5 ans.

Indicateur 2: Pourcentage des nouveaux élèves de première année de l'enseignement primaire ayant suivi un type quelconque de programme organisé d'éveil de la petite enfance.

Objectif 2

Indicateur 3: Taux brut d'admission : nouveaux élèves de première année de l'enseignement primaire en pourcentage de la population ayant l'âge officiel d'admission dans cet enseignement.

Indicateur 4: Taux net d'admission : nouveaux élèves de première année de l'enseignement primaire ayant l'âge officiel d'admission dans cet enseignement en pourcentage de la population correspondante.

Indicateur 5: Taux brut de scolarisation.

Indicateur 6: Taux net de scolarisation.

Indicateur 7: Dépenses publiques ordinaires pour l'enseignement primaire :
a) en pourcentage du PNB ;
b) par élève, en pourcentage du PNB par habitant.

Indicateur 8: Dépenses publiques pour l'enseignement primaire en pourcentage du total des dépenses publiques d'éducation.

Indicateur 9: Pourcentage des enseignants des écoles primaires ayant les titres académiques requis.

Indicateur 10: Pourcentage des enseignants des écoles primaires certifiés pour enseigner selon les normes nationales.

Indicateur 11: Nombre d'élèves par maître.

Indicateur 12: Taux de redoublement par année d'études.

Indicateur 13: Taux de survie en cinquième année (pourcentage de la cohorte parvenant effectivement jusqu'à la cinquième année).

Indicateur 14: Coefficient d'efficacité (nombre idéal des années de scolarité nécessaires pour qu'une cohorte achève le cycle primaire, exprimé en pourcentage du nombre effectif des années de scolarité).

Indicateur 15: Pourcentage des élèves ayant atteint au moins la quatrième année de la scolarité primaire qui maîtrisent un ensemble de compétences de base défini à l'échelon national.

Objectif 3

Indicateur 16: Taux d'alphabétisme des sujets âgés de 15 à 24 ans.

Indicateur 17: Taux d'alphabétisme des adultes : pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus sachant lire et écrire.

Indicateur 18: Indice de parité d'alphabétisme entre les sexes : rapport entre le taux d'alphabétisation des femmes et celui des hommes.

On peut observer qu'aucun indicateur n'avait été défini pour suivre les objectifs 5 et 6 de Jomtien. Il faut préciser que ce n'était pas facile mais que cette lacune a rendu difficile l'évaluation des actions menées sur ces deux objectifs pendant la décennie 1990 - 2000.

Ces indicateurs ont permis d'élaborer le bilan statistique préparé pour la conférence de Dakar.

A partir de l'expérience tirée de ce bilan et des nouveaux objectifs fixés par la conférence, il est nécessaire maintenant de transformer la liste des 18 indicateurs.

Ils devront rendre compte de la réduction des disparités (ethniques, selon le sexe ou autres) dans l'accès à l'enseignement primaire et vérifier que tous les jeunes qui entrent à l'école terminent l'enseignement primaire. Il faut donc définir un taux d'accès en dernière année de l'enseignement qui puisse servir de mesure pour cet objectif. Il doit tenir compte à la fois d'un accès de tous en première année de l'enseignement primaire (il doit être universel : le taux d'accès doit être de 100%) et d'une disparition des abandons au cours de cet enseignement primaire (la survie scolaire doit être de 100% jusqu'en dernière année).

Il faut également mesurer l'accès à l'enseignement secondaire et aux programmes d'éducation permanente pour s'assurer qu'il est équitable.

Il faut enfin mesurer les compétences acquises en lecture, écriture, calcul et préciser et mesurer les compétences indispensables dans la vie quotidienne.

Pour obtenir tout cela, il est indispensable d'améliorer le système d'informations non seulement sur la partie concernant les nouveaux objectifs mais aussi dans les domaines où le bilan statistique 2000 avait fait apparaître de graves lacunes : le financement de l'éducation (nécessité de prendre en compte les sources de financement non gouvernementales et d'améliorer la qualité de toutes les informations) ; nécessité d'améliorer les statistiques démographiques et notamment

de régler le problème des différences considérables entre les données fournies par les pays et les données fournies par les Nations-Unies, ce problème entraînant des incertitudes importantes sur les taux de scolarisation et le nombre d'enfants non scolarisés).

On retrouve ici des problèmes qui concernent directement les Nouveaux Etats Indépendants : développer les taux d'accès dans l'enseignement secondaire et en particulier dans l'enseignement professionnel, faire disparaître les abandons en cours d'études, améliorer la connaissance des financements de l'éducation, améliorer la qualité des données démographiques, développer les évaluations des acquis des élèves et diminuer les diverses disparités même si le problème des disparités par sexe est moins marqué que dans d'autres régions.

4.2 LES INDICATEURS DE L'UNION EUROPEENNE SUR LA FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

Pour évaluer et piloter les actions concernant la formation tout au long de la vie et plus particulièrement sa qualité, l'Union Européenne a défini 15 indicateurs répartis dans quatre domaines. Si pour certains de ces domaines les indicateurs sont clairement définis, identifiés et calculés (ou en tout cas calculables) plusieurs autres domaines ne sont pas encore couverts mais la démarche est intéressante et les difficultés à surmonter importantes. Réussir cette opération est donc un défi très intéressant à suivre. De plus, de nombreux aspects qualitatifs sont abordés et quelques pistes de recherche proposées.

On peut analyser les indicateurs par grand domaine :

a) Indicateurs concernant les savoir-faire, les compétences et les attitudes

- 1 Indicateur sur la littératie et la numératie: pourcentage d'étudiants par pays au niveau 1 ou inférieur sur l'échelle de test de littératie en lecture ou en numératie de PISA⁹ ou de TIMSS¹⁰
- 2 Nouveaux savoir faire pour une société de l'apprentissage ; définition de compétences – clés liées à 8 domaines :
- 3 Compétences de base en mathématiques, sciences et technologie :
- 4 pourcentage d'étudiants par pays en dessous du score de 400 points sur l'échelle de test de littératie en sciences de PISA
- 5 part des diplômés de l'enseignement supérieur en sciences et technologie pour 1000 habitants âgés de 20 à 29 ans
- 6 Savoir faire en technologies de l'information et de la communication : évaluation en préparation par l'IEA¹¹ ; éléments faisant partie de PISA en 2006
- 7 Savoir faire en langues étrangères : des travaux ont déjà été menés dans 3 pays et continuent à être développés
- 8 Les savoir faire pour apprendre à apprendre : utilisation d'un index complexe à partir des stratégies d'apprentissage des élèves : le pourcentage d'étudiants dans la tranche des 25% les moins performants en terme d'indice général de performance de l'OCDE à partir de PISA
- 9 La citoyenneté active, les savoir faire culturels et sociaux : utilisation des travaux de l'IEA pour identifier dans un schéma comparatif les chemins par lesquels les jeunes gens sont préparés à leur rôle de citoyens en démocratie avec trois domaines centraux :
  - démocratie, institutions démocratiques et citoyenneté
  - identité nationale, régionale et relations internationales et
  - cohésion sociale et diversité

⁹ PISA est un programme piloté par l'OCDE qui mesure les acquis des élèves de 15 ans dans différents domaines : compréhension de l'écrit, mathématiques, sciences. La première opération de ce programme a été conduite en 2001 et ses résultats largement diffusés et utilisés.

¹⁰ TIMSS : Third international mathematics and sciences survey. Enquête conduite par l'IEA

¹¹ IEA : International Education Assessment Association. C'est une institution qui pratique les évaluations d'acquis d'élèves depuis plus de 30 ans.

b) Indicateurs sur l'accès et la participation

- 10 accès à l'éducation tout au long de la vie
- 11 participation à la formation tout au long de la vie : participation à l'éducation et à la formation des 25 – 64 ans et part des sortants précoces de l'éducation dans les 18-24 ans

c) Indicateurs sur les ressources pour la formation tout au long de la vie

- 12 investissement dans la formation tout au long de la vie : dépenses publiques totales pour l'éducation en pourcentage du Produit Intérieur Brut
- 13 Educateurs et apprentissage : pourcentage des enseignants ayant reçu une formation dans les 4 semaines antérieures
- 14 les TIC (Technologies de l'information et de la Communication) dans l'apprentissage : part des ménages connectés à Internet

d) Indicateurs sur les stratégies et les systèmes

- 15 Stratégies pour la formation tout au long de la vie : indicateur élaboré à partir de l'analyse des plans nationaux d'action.

Dans cette partie, d'autres indicateurs sont prévus mais non disponibles pour l'instant sur la cohérence de l'offre de formation, d'autres encore pour connaître le champ des publics visés et les bénéfices tirés de ces actions et d'autres enfin sur les agréments et certifications. Sur ce dernier point il n'y a pas encore d'indicateurs disponibles pour l'instant mais plusieurs pays ont mis en place des systèmes d'agréments et de certifications pour les adultes. A terme, l'Union européenne souhaite également s'intéresser à l'assurance qualité.

La démarche adoptée par l'Union européenne est intéressante mais est loin d'être terminée puisque de nombreux domaines restent encore sans indicateurs.

POUR LA FORMATION (ETF) SUR L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION PROFESSIONNELS

La Fondation Européenne pour la Formation, une agence de l'Union européenne chargée de soutenir des pays partenaires dans la réforme de leurs systèmes d'enseignement et de formation professionnels, a défini une quinzaine d'indicateurs clefs qui permettent de suivre l'évolution de ces systèmes au cours des dernières années dans les pays partenaires (dont les Nouveaux Etats Indépendants et la Mongolie). Ces indicateurs sont collectés par des « Observatoires Nationaux », petites unités chargées de collecter, d'analyser et de disséminer les informations sur la formation et l'enseignement professionnels.

Les 15 indicateurs retenus par la Fondation sont construits autour des thèmes suivants :

- Niveaux de formation de la population totale – des 25-29 ans, par groupe d'âges et par niveau CITE¹²
- Niveaux de formation par sexe
- Taux de chômage par âge, sexe, niveau de formation
- Taux de participation des 14-19 ans dans l'enseignement général, dans l'enseignement professionnel de niveau CITE 3 par sexe
- Nombre et taux de non scolarisés dans la population 14-19 ans par sexe
- Abandons dans l'enseignement secondaire de niveau CITE 3A ou 3B
- Dépenses publiques pour l'ensemble de l'éducation et dans l'enseignement professionnel.

Lorsque l'on compare cette liste d'indicateurs définis par la Fondation avec les objectifs des politiques éducatives des Nouveaux Etats Indépendants et de la

4.3 LES INDICATEURS CONSTRUITS PAR LA FONDATION EUROPÉENNE

Mongolie, il apparaît qu'il y a un écart évident entre ce qu'il est souhaitable de mesurer et ce qui l'est réellement.

¹² CITE : Classification Internationale Type de l'Education. C'est une classification définissant en particulier les niveaux de formation. Elle est utilisée dans les enquêtes internationales. Elaborée en 1978 par l'Unesco, elle a été révisée par cet organisme en 1997.

4. PASSER DES OBJECTIFS AUX INDICATEURS

Les Observatoires Nationaux des Nouveaux Etats Indépendants et de la Mongolie ont ainsi défini les principaux objectifs des politiques d'enseignement et de formation professionnels dans ces pays. Des pistes de développement d'indicateurs sont proposées ci-dessous après chaque objectif politique mentionné.

- Améliorer la qualification de la population active : les indicateurs sur le niveau de formation de la population active sont une première mesure de la qualification mais s'ils sont nécessaires comme données de cadrage, ils sont très difficiles à utiliser pour définir et conduire une politique éducative car ils sont alors trop généraux. Il faudrait donc les compléter par des indicateurs concernant les compétences ciblées que les pays veulent développer. On peut se référer aux choix de l'Union européenne concernant les langues, les mathématiques et les sciences par exemple.
- Etablir des liens et des passerelles plus nombreuses entre l'éducation et le monde du travail : il n'y a pas d'indicateurs sur ce sujet. Il faudrait mesurer les différents types de relation entre éducation et entreprise (stages, apprentissages et autres formations en alternance, jumelages) pour pouvoir suivre cet objectif.
- Augmenter le taux d'occupation des jeunes avec un premier niveau d'enseignement professionnel : le taux de chômage par âge et niveau de formation est une première approche. Mais il faudrait pouvoir connaître de façon plus précise les taux de chômage et d'emploi des jeunes qui sont passés par les différents types d'enseignement professionnel.
- Développer un lien plus étroit entre les contenus de l'éducation et de la formation professionnelles et les besoins de l'économie et de l'emploi : aucun indicateur ne répond à cette question. Il faudrait disposer de données sur l'insertion professionnelle des jeunes selon la spécialité de formation et observer les taux d'emploi et de chômage selon ces spécialités.
- Former plus de jeunes pour répondre aux besoins de personnels qualifiés du marché du travail : aucun indicateur ne répond à cette difficile question. En effet, pour y répondre, il faut tout d'abord définir les besoins en personnels qualifiés de l'économie dans un avenir proche. Cela nécessite des travaux prospectifs toujours délicats à mener. Il faut ensuite définir quelles sont les filières de formation qui peuvent répondre à ces besoins.
- Combattre le chômage des jeunes sans qualification : l'indicateur sur le taux de chômage par niveau de formation est une première approximation, mais il devrait être complété par une mesure régulière du nombre de sortants du système éducatif sans qualification. On pourrait ainsi suivre l'évolution de ce nombre et s'assurer qu'il diminue. Cette information compléterait l'information fournie sur les sortants du niveau CITE 3. De plus, il faudrait mesurer plus précisément les taux de chômage et d'emploi de ces jeunes.
- Augmenter l'accès aux différents niveaux de l'enseignement professionnel : les taux de participation dans l'enseignement et la formation professionnels répondent en partie à cette question. Ils pourraient être complétés par les taux de passage des différentes classes de l'enseignement général vers les classes de l'enseignement professionnel.
- Améliorer l'insertion professionnelle des jeunes diplômés de l'enseignement et de la formation professionnels : aucun indicateur sur ce sujet développé par la Fondation actuellement. Il faudrait soit utiliser des informations collectées dans des enquêtes auprès de la population active soit mettre en place un dispositif d'enquêtes sur l'insertion professionnelle des jeunes sortant du système d'enseignement et de formation.
- Augmenter le taux de diplômés de l'enseignement professionnel : aucun indicateur développé par la Fondation pour l'instant. Il faut collecter des informations sur les diplômés de l'enseignement et de la formation professionnels et calculer par exemple la proportion d'une génération qui obtient de tels diplômes. On pourra ainsi vérifier que cette proportion augmente.

- Diminuer le nombre de jeunes sortant de l'enseignement professionnel sans qualification. Aucun indicateur développé par la Fondation sur ce sujet pour l'instant. Il faudrait mesurer ou estimer le nombre de ces jeunes. Selon l'organisation du système éducatif différentes méthodes peuvent être utilisées.
- Améliorer le taux de réussite aux examens de l'enseignement professionnel : aucun indicateur développé par la Fondation sur ce sujet pour l'instant. Il faut disposer des statistiques sur les examens de l'enseignement professionnel et calculer les taux de réussite sur plusieurs années.

D'autres objectifs plus qualitatifs ont été également mentionnés, par exemple pour l'Ouzbékistan :

- Lier le système éducatif avec les réformes en cours dans la société et l'établissement d'un état démocratique de droit : aucun indicateur développé par la Fondation sur ce sujet. Des enquêtes sur le civisme des jeunes pourraient fournir des informations utiles sur ce sujet très qualitatif et très délicat.
- Fournir des spécialistes qualifiés aux institutions éducatives, augmenter le prestige et le statut social des activités éducatives : il s'agit ici de mesurer tout d'abord la qualification professionnelle des enseignants et d'établir des prévisions de besoin en recrutement de ces personnels. Des travaux prospectifs pourraient fournir de telles informations. Sur la seconde partie, il faut tout d'abord définir comment mesurer le prestige et le statut social des activités éducatives. Est-ce le salaire des enseignants, le salaire des diplômés, l'intérêt de la population pour les activités éducatives, la part du budget ou du produit intérieur brut consacré à l'éducation ? Voilà une question à débattre avant de définir l'indicateur pertinent.
- Mettre en place un système d'évaluation fiable sur la qualité de l'éducation : il faut mettre en place un

système d'indicateurs permettant d'évaluer l'ensemble du système éducatif et mettre en place un dispositif d'évaluation des acquis des élèves. Vaste programme demandant un gros effort sur le système d'information.

- Développer et mettre en place un système de collecte de fonds auprès des organismes étrangers ou internationaux. Beaucoup de pays en développement ou en transition s'efforcent de rationaliser leurs demandes en aide extérieure. Il serait donc intéressant de chercher des indicateurs rendant compte de ces opérations mais pour l'instant, aucun indicateur de ce type n'existe.
- Développer la collaboration internationale dans la formation des enseignants : aucun indicateur n'est disponible sur ce sujet pour l'instant. Il faudrait mesurer les différents types d'échanges d'enseignants ou d'échanges d'expérience... Là encore tout est à construire.

Le Kirghizistan et la Moldavie ont également mentionné le développement de la formation des adultes et la Moldavie sa préoccupation à définir des standards de connaissances.

Sur la formation des adultes, il faut tout d'abord construire un système d'information permettant de mesurer la participation de la population à ces formations et d'en déduire (si possible par grandes sources de financement) un taux de participation par grandes catégories de population : sexe, âge, niveau de formation.

Sur les standards de connaissance, c'est toute une réflexion conduisant à définir pour chaque niveau d'enseignement un standard de connaissance (et d'aptitude) mesurable. Il faut ensuite vérifier le degré d'acquisition des jeunes par rapport à ces standards. C'est là encore un travail de longue haleine qui n'a jamais été complètement élaboré dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnelle.

5. COMMENT CLASSER LES INDICATEURS ?

5

Les classements des différents indicateurs varient selon les publications. Si l'aspect « analyse du fonctionnement » prime, on utilise une répartition en coûts, activités, résultats, complétée par une description de l'environnement social et culturel.

Si l'on souhaite classer selon les différentes entités, on peut alors utiliser une répartition du type : établissement, élèves, enseignants, coûts.

Trois publications utilisent plutôt la première répartition : *L'état de l'école*, *Géographie de l'école* en France et *Regards sur l'éducation* de l'OCDE. Les travaux menés par l'IIPE¹³ dans plusieurs pays en développement utilisent plutôt la seconde.

On pourrait également utiliser des regroupements par grands thèmes : le niveau de connaissances des élèves, la préparation à la vie professionnelle, la préparation à la vie sociale, l'équité ou la démocratisation de l'enseignement. On mesure alors l'efficacité ou l'efficience du

système éducatif dans ces quatre domaines. Mais il s'agit plus de thèmes d'analyse transversale des indicateurs que d'une logique de présentation du document.

Finalement, la présentation Ressources / Activités - Processus / Résultats est sans doute celle qui facilite le plus l'analyse pour le lecteur. Elle est la plus proche d'un modèle explicatif des systèmes éducatifs. En effet, les trois composantes sont liées par des relations étroites et multi-directionnelles. On peut y ajouter les caractéristiques de l'environnement socio-démographique qui interagissent avec chacune des composantes.

Pour les organisations internationales comme l'Unesco ou la Commission européenne, c'est une classification des indicateurs selon les objectifs qu'ils évaluent qui est ou a été utilisée.

On a pu le voir dans la classification faite par l'Unesco des 18 indicateurs de suivi du projet 'Education Pour Tous'. Pour la

¹³ IIPE : Institut International de Planification de l'Education. C'est un Institut de l'Unesco situé à Paris.

Commission européenne, les 15 indicateurs ou groupes d'indicateurs sont directement liés aux objectifs.

Sur l'enseignement et la formation professionnels, on peut envisager d'autres classifications. Par exemple, il est important de connaître la situation de l'ensemble de la population notamment concernant son niveau de connaissance ou ses compétences dans tel ou tel domaine. Ensuite, il serait intéressant de connaître le fonctionnement des différents enseignements et formations professionnels (incluant jeunes et adultes, formation formelle et non formelle ou informelle...) dans leurs aspects financement et activités. Enfin on pourrait évaluer les résultats sous plusieurs aspects : les réussites aux diplômes et autres certifications, la qualité de l'insertion

professionnelle des jeunes sortant des différents enseignements et formations.

Le plus souvent, les sous-répartitions issues de chaque méthode sont très voisines : la répartition par niveau d'enseignement est toujours présente, accompagnée d'une analyse des coûts. On pourrait imaginer de construire quelques indicateurs prévisionnels, par exemple sur les besoins futurs en enseignants, mais à condition toutefois de disposer de données démographiques fiables.

Sur l'enseignement et la formation professionnels, on pourrait compléter par les résultats de travaux prospectifs sur les besoins de l'économie mis en relation avec les prévisions concernant les enseignements et les formations.

6. RÉSUMÉ : ANALYSE DESCRIPTIVE – ANALYSE CAUSALE

6

En résumant les différents paragraphes précédents, on peut conclure qu'il existe toujours deux étapes dans l'analyse des indicateurs, qui doivent être présentes et qui constituent le cœur de tout travail de ce type :

- **l'analyse descriptive** : elle consiste à présenter et à décrire les distributions relatives aux standards officiels ou aux objectifs. L'analyse chronologique et celle des disparités (par région, par sexe, entre zones urbaines ou rurales,...) compléteront la comparaison des standards. Cette analyse concernera, d'abord et avant tout, les taux d'admission à l'école et les taux de scolarisation aux différents niveaux et donc en particulier dans l'enseignement et la formation professionnels. Il est très important de disposer de taux nets qui seuls rendent compte de l'intensité de la scolarisation. Les taux bruts ne donnent qu'une indication des capacités d'accueil du système. Quelques indicateurs de dépenses et de coûts sont également indispensables : part

des dépenses d'éducation dans le budget de l'Etat ou dans le PIB, répartition des dépenses par type (fonctionnement, équipement), sources de financement. En plus de ces indicateurs, pour l'enseignement professionnel et la formation professionnelle, il est indispensable d'avoir des indicateurs sur l'ensemble des dépenses quelles que soient leurs sources, sur les activités, qu'elles concernent les jeunes ou les adultes, les formations formelles, informelles non formelles, sur le niveau de formation et de compétence de la population, sur l'accès et les résultats aux différentes certifications professionnelles, sur l'insertion professionnelle des jeunes sortant des systèmes de formation.

- **L'analyse causale** : Le premier type d'analyse, mentionné plus haut, n'est pas suffisant. Il faut également chercher à comprendre, à expliquer et à introduire une causalité dans les relations qui existent avec les autres variables, mises en lumière par

l'analyse descriptive. Le choix des indicateurs dépendra des objectifs choisis. On peut en citer trois qui doivent être toujours présents : la qualité, l'efficacité, l'analyse des coûts par élève et par niveau.

- (i) pour la qualité de l'enseignement : nombre d'heures de cours, accueil des élèves (double vacation, nombre d'élèves par classe ou par enseignant, cantines, internats), qualification des enseignants, matériel didactique disponible.
- (ii) pour l'efficacité ou les résultats : on utilisera les taux d'accès aux différents niveaux, les taux de redoublement et d'abandon et les taux de réussite aux examens. C'est ici que l'on introduira les résultats des évaluations d'élèves si de telles informations sont disponibles. Pour l'enseignement et la formation professionnels, la qualité de l'insertion selon la formation suivie ou la qualité de l'articulation entre le fonctionnement du système éducatif et les besoins de l'économie ou plus généralement de la société, l'évaluation de son impact sur le niveau de formation et de compétence de la population sont des éléments qu'il doit être idéalement possible d'analyser avec les indicateurs disponibles.
- (iii) l'analyse des coûts par élève et par niveau permettra de vérifier l'adéquation des dépenses aux objectifs : par exemple, la répartition entre enseignement fondamental et enseignement supérieur est-elle optimale ? Même question sur la répartition entre enseignement général et professionnel.

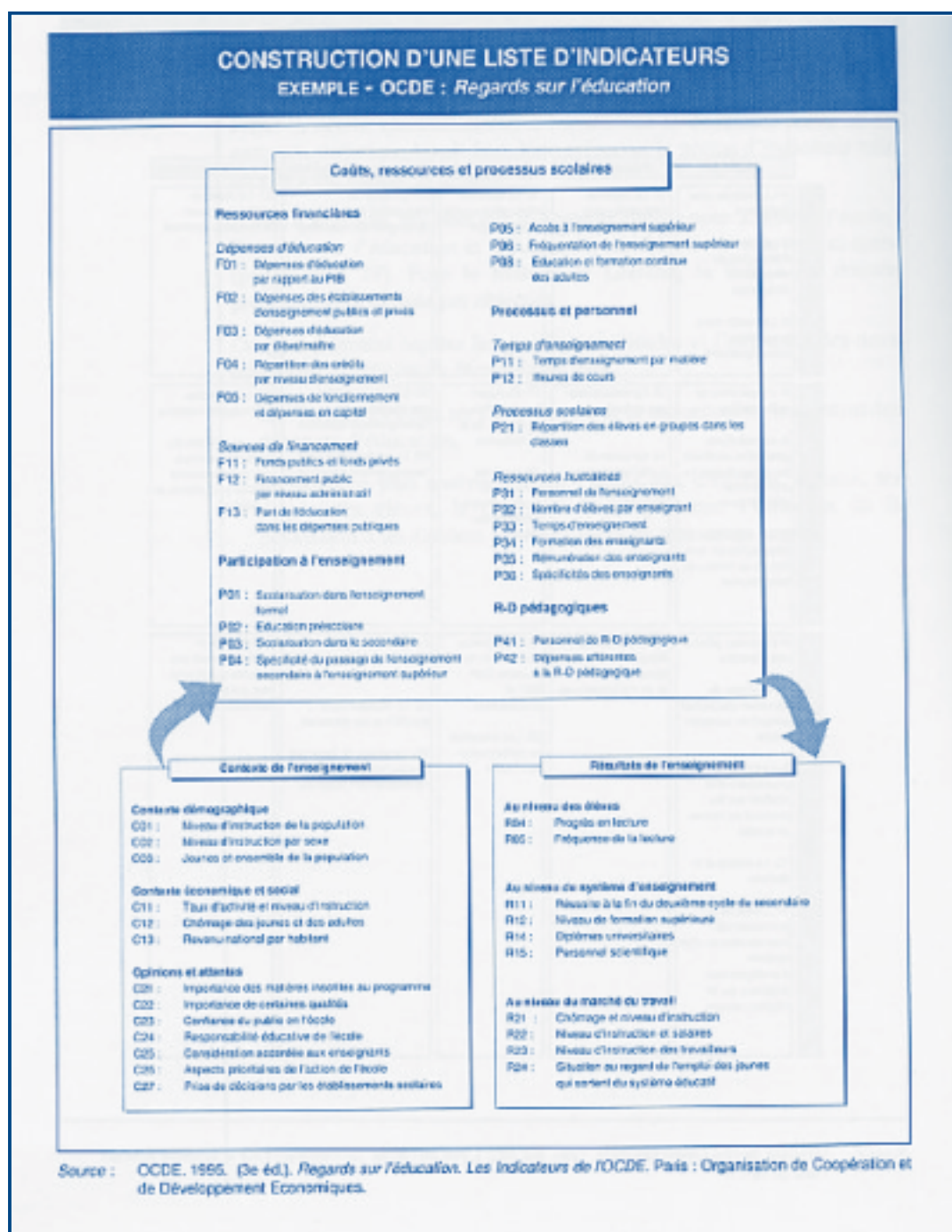
Bien évidemment, la liste finale des indicateurs ne doit être fixée qu'après avoir vérifié la disponibilité des données nécessaires au calcul des indicateurs. Elle sera donc toujours un compromis entre le souhaitable et le possible. Il est probable que les travaux sur les indicateurs conduisent à introduire de nouvelles questions dans les enquêtes existantes ou même à faire de nouvelles enquêtes. Ainsi, sur l'enseignement et la formation professionnels, on a pu constater précédemment que les données manquaient très souvent pour pouvoir calculer des indicateurs pertinents. Il y a donc dans ce domaine plus particulièrement de gros efforts à fournir.

Le nombre d'indicateurs retenus ne doit pas dépasser la quarantaine, car au-delà le document perd de sa facilité d'utilisation. *Regards sur l'éducation* de l'OCDE a dépassé ce seuil et beaucoup le regrettent et lui conseillent une cure d'amaigrissement ou une transformation en plusieurs publications. Ces souhaits ont donné naissance à une deuxième publication 'Analyse des politiques éducatives' qui traite seulement de quelques sujets de façon beaucoup plus analytique. Mais la naissance de cette revue n'a pas résolu le problème de volume de 'Regards sur l'éducation'. Les autres publications respectent cette norme et leurs utilisateurs s'en félicitent. Comme déjà indiqué, il faut éviter la dérive qui consisterait à transformer le document prévu en un annuaire statistique bis. Il faut donc préserver la notion d'indicateur telle qu'elle a été définie plus haut.

A titre d'exemple, voici les listes des indicateurs choisis pour *L'état de l'école* et *Regards sur l'éducation*.

Liste des indicateurs de l'état de l'école

	Ensemble	Premier Degré	Second Degré	Enseignement Supérieur	Formation Continue
Coûts	La dépense d'éducation	La dépense d'éducation pour le premier degré	La dépense d'éducation pour le second degré	La dépense d'éducation pour l'enseignement supérieur	La dépense pour la formation continue
Activités	Les personnels de l'éducation nationale	La scolarisation et les conditions d'accueil dans le premier degré	La scolarisation dans le second degré	Les bacheliers et leur accès immédiat dans le supérieur	Les organismes de formation continue et leur activité
	Structure du corps enseignant			Le recrutement des principales filières du supérieur	
	Les personnels administratifs, techniques et d'encadrement			La scolarisation dans l'enseignement supérieur	
	La durée de la scolarisation				
	L'enseignement des langues étrangères				
	L'éducation prioritaire				
	L'aide sociale aux étudiants				
Résultats	Les sorties sans qualification	L'évaluation des acquis à l'entrée en CE2 et en sixième	L'emploi et le devenir professionnel des sortants du second degré	Taux d'accès en deuxième cycle général des entrants à l'université	
	Taux d'accès aux niveaux IV et V de formation			La réussite des étudiants en troisième cycle	
	Le niveau de formation et les diplômes des jeunes sortant de formation initiale			L'emploi et le devenir professionnel des diplômés du supérieur	
	Milieu social, accès au niveau du baccalauréat et à l'enseignement supérieur				
	Le diplôme et le risque de chômage				
	Le diplôme et la situation sociale et le salaire				
	La scolarisation des filles				



7. QUELQUES CONSEILS POUR MENER À BIEN UN PROJET 'INDICATEURS'.

7

Un premier conseil : se fixer comme objectif de publier un document à un horizon maximal de dix-huit mois à deux ans. C'est la meilleure façon de créer une dynamique permettant de réussir dans des délais raisonnables une telle opération.

Nous nous placerons dans cette perspective dans la suite de ce manuel et indiquerons les différents éléments importants pour mener à bien la réalisation de ce document.

Ensuite, pour mener à bien la construction d'une liste d'indicateurs pertinente à un niveau national ou permettant des comparaisons internationales utiles, dès le début de l'opération, un chef de projet doit être désigné. C'est lui qui animera les différentes structures mises en place ou mobilisées par le projet. Il aura une solide expérience en statistiques et de bonnes capacités d'analyse du système éducatif dans son ensemble. Il devra de plus être capable de piloter un projet de ce type depuis sa conception jusqu'à la publication finale.

Ce projet doit être intégré dans les structures existantes. Pour le réaliser pour la première fois, les services en place doivent s'organiser le mieux possible et c'est dans ce sens que sont faites ces remarques.

La liste d'indicateurs doit être construite en associant étroitement les différents services responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique éducative. Comme indiqué précédemment, celle-ci doit en partie orienter les choix et préciser les objectifs à piloter.

Dans le cas de l'enseignement et de la formation professionnels, les différentes structures (ministère de l'éducation, ministère de la formation professionnelle, institutions responsables des analyses de la relation formation – emploi et de l'insertion professionnelle, ministère de l'emploi, office des statistiques...) doivent être intégrées dans le projet.

Les choix d'indicateurs doivent faire l'objet de discussions à un haut niveau de responsabilité entre tous ces services. Il est donc souvent très utile, pour ce travail sur les indicateurs, de constituer un groupe de pilotage composé des représentants de tous ces services. Il peut ainsi être formé de membres de différents ministères si comme déjà mentionné ci-dessus, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle sont à la charge d'autres ministères. Il s'agit bien de rendre compte de l'ensemble du système éducatif et non de la seule activité d'un ministère de l'éducation.

Une fois les grandes orientations et les objectifs à mesurer définis par le groupe de pilotage, un groupe de travail constitué par un petit nombre d'experts dirigé par le chef de projet doit alors réaliser concrètement le travail. Tous les aspects devront être traités.

En résumé, deux instances sont nécessaires : un groupe de pilotage du projet et un groupe de travail chargé de sa réalisation. C'est assez classique dans une conduite de projet mais indispensable. Les délais seront clairement définis avec un calendrier strict de fabrication des indicateurs pour le groupe de travail et un calendrier de validation politique pour le groupe de pilotage.

La durée totale entre le début du projet et la publication d'un premier numéro du document n'excédera pas dix-huit mois, car pour intéresser et mobiliser toutes les

énergies, le délai de réalisation doit être court. Il faut donc s'organiser en conséquence.

Avec deux ou trois réunions du groupe de pilotage, il est nécessaire d'aboutir à une liste définitive d'indicateurs devant figurer dans la publication. Seuls des problèmes importants de disponibilité de données, non prévus, peuvent remettre en cause la liste validée par le groupe de pilotage.

Après cette validation, ce dernier interviendra à nouveau au moment de la discussion finale sur le document avant sa publication. Nous y reviendrons plus loin.

Pour la pérennisation de l'opération, il est indispensable que les services du (ou des) ministère(s) soient impliqués. Après la première édition, il faut préparer le numéro deux qui est primordial pour la réussite du projet.

Si l'opération s'arrête après le premier numéro, l'objectif est raté. Comme ce sont les services réguliers qui fabriqueront le document dans l'avenir, l'organisation du projet doit complètement les associer (cela a déjà été dit) puis rapidement disparaître pour se fondre dans les services. Bien entendu, il faut que subsiste le rédacteur en chef qui succédera au chef de projet. Ces points seront précisés plus avant.

Une fois les indicateurs identifiés et les structures nécessaires créées, le travail concret peut commencer.

8. LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DANS LA RÉALISATION DES TRAVAUX SUR LES INDICATEURS

8

Il comprend différentes étapes. Tout d'abord, il faut repérer les sources et données disponibles. L'étape suivante, du calcul, n'est pas aussi facile qu'elle paraît de prime abord. Une des raisons en est que des méthodes de calculs différentes peuvent être utilisées. Par conséquent, il faut souligner l'importance d'une définition précise des indicateurs, et en particulier la nécessité d'avoir un glossaire des termes utilisés. Ces questions sont abordées en détail dans les paragraphes qui suivent, et concernent la vérification de la cohérence des résultats, l'analyse des indicateurs, ainsi que le format du document utilisant les calculs.

8.1 RECENSEMENT DES SOURCES ET DES DONNÉES DISPONIBLES : DIFFÉRENTS TYPES DE DONNÉES, RECENSEMENTS ANNUELS, DONNÉES PONCTUELLES, DONNÉES DE GESTION.

Toutes les sources utilisables doivent être repérées et utilisées.

La majeure partie de ces données sur l'enseignement et en particulier sur l'enseignement professionnel est issue des recensements annuels d'effectifs scolaires et des enquêtes annuelles sur les personnels, des résultats aux examens et des infrastructures. Certaines sont internes au Ministère de l'éducation nationale mais pas nécessairement au service des statistiques : par exemple, si les données sur les élèves et les établissements sont généralement disponibles au service des statistiques, celles sur les personnels, leur statut, leurs conditions de logement, leur formation initiale et continue le sont

souvent dans une direction de gestion de ces personnels.

Les données démographiques sont le plus souvent sous la responsabilité de l'Institut National des Statistiques ; elles sont d'une grande importance car il est essentiel de disposer de données par âge pour toutes les années. Il faut que les estimations faites pour les années inter-recensements ou post-recensements (pour le dernier effectué) soient de qualité. Dans le cas contraire, les taux de scolarisation peuvent être grandement faussés comme l'ensemble des indicateurs impliquant une bonne connaissance des données de population. De la même manière, il est important de disposer de données régionales afin de pouvoir rendre compte des disparités régionales de scolarisation. Enfin, il est nécessaire de disposer de projections pour pouvoir établir les prévisions d'effectifs scolaires et les besoins en recrutement d'enseignants. Quelques indicateurs prévisionnels pourront alors être construits.

Les données financières sont issues de la direction chargée des affaires financières et de l'Institut National des Statistiques chargé des comptes financiers. Beaucoup d'indicateurs ont besoin de données telles que le Produit Intérieur Brut ou des informations tirées de l'analyse du budget de l'Etat.

On peut également utiliser des données partielles portant sur quelques régions ou sur un échantillon d'élèves. Les rapports d'inspection sont par exemple une source importante d'informations sur le matériel pédagogique ou l'encadrement des enseignants. Elles peuvent en effet illustrer une analyse. Des données ponctuelles élaborées pour le besoin d'une étude ou d'un projet particulier peuvent être utilisées de la même façon.

Il ne faut pas hésiter à utiliser des données provenant d'un sondage. Comme indiqué plus haut, l'important est que l'échantillon ait été bien construit et soit représentatif du niveau étudié. Il est parfois indispensable de recourir à des études faites sur un échantillon car elles seraient trop coûteuses à mener de façon exhaustive.

La précision obtenue ainsi est tout à fait acceptable pour l'analyse de beaucoup de problèmes rencontrés dans le système éducatif.

Pour la formation professionnelle, il faut mobiliser toutes les informations dont on dispose sur les formations formelles, non formelles ou informelles. Il faut là encore définir de façon précise ce que l'on entend par ces termes. A nouveau, on constate l'importance de rédiger un glossaire contenant les principales définitions utilisées dans la collecte des données et le calcul des indicateurs. Il faut avoir ces informations selon le type de public (jeunes, adultes, par sexe) et selon la durée des formations car contrairement à la formation initiale, la formation professionnelle peut avoir une durée très différente de l'année scolaire. La seule connaissance du nombre d'inscriptions est donc insuffisante. Il est nécessaire de connaître la durée des formations suivies dont on pourra déduire un nombre de jours (ou d'heures) de formation. Il sera alors également possible de calculer une durée moyenne de formation pour chaque inscription. Un autre élément important pour la formation professionnelle est d'essayer de connaître le nombre réel de personnes ayant participé à ces formations. En effet, là encore, le nombre d'inscriptions ne suffit pas puisqu'une même personne peut avoir participé à plusieurs actions de formation dans une période donnée (l'année scolaire par exemple). Le ministère responsable de la formation professionnelle peut obtenir ces données soit à partir du recensement des différentes formations soit à partir d'enquêtes sur échantillon (par exemple auprès des ménages) comportant des questions sur les formations professionnelles suivies dans une période de référence.

Une bonne connaissance des certifications délivrées par type et par spécialité de formation est également nécessaire. Cette information est en général disponible dans les différentes instances de certification mais cela nécessite souvent d'interroger plusieurs institutions (ministère de l'éducation, ministère de la formation professionnelle, ministère de la santé,

8. LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DANS LA RÉALISATION DES TRAVAUX SUR LES INDICATEURS

ministère du travail, instances professionnelles...).

Comme déjà mentionné, il faut également établir un panorama complet des différentes sources de financement de l'enseignement et de la formation professionnels (ministères, collectivités locales, entreprises privées, ménages...).

De plus, il est nécessaire de disposer de données sur l'insertion professionnelle des jeunes et sur la transition enseignement – activité professionnelle. Pour cela on peut utiliser soit des enquêtes auprès des ménages (type 'enquête 'emploi') comportant des questions sur la situation précédente (dans le cas qui nous intéresse 'en formation') et des questions sur la situation professionnelle au moment de l'enquête soit des enquêtes spécifiques sur des échantillons de jeunes sortant du système d'enseignement et de formation. Ce dernier type d'enquêtes permet en général d'avoir des informations plus fines et de mesurer par exemple les différences d'insertion liées aux spécialités de formation : meilleure insertion des spécialités industrielles que des spécialités tertiaires par exemple. Mais il est également plus coûteux.

Il est bon enfin de disposer de travaux prospectifs sur les besoins de l'économie et de la société pour mettre en regard les prévisions et le système de formation.

8.2 CALCUL

Pour chaque indicateur, une formule de calcul doit être explicitée. Ce procédé permet d'établir la liste détaillée des informations élémentaires nécessaires au calcul des indicateurs. Exemple : pour le taux net de scolarisation correspondant aux âges théoriques de l'enseignement primaire (souvent 6-11 ans ou 7-12 ans), il faut connaître les effectifs scolarisés à ces âges et la population totale de ces mêmes âges. Cette explicitation est aussi nécessaire parce que le même indicateur peut souvent être calculé de diverses façons par des personnes différentes, ainsi les taux de scolarisation ou les taux d'accès... On évite ou plutôt on limite les

ambiguïtés. A ce stade, il est intéressant de préciser les ventilations souhaitées dans le calcul des indicateurs : âge, sexe, catégories diverses...

Voici quelques exemples tirés du document sur « l'Education Pour Tous » :

Nom : Taux brut d'admission.

Finalité : Mesurer l'augmentation de la capacité d'accueil.

Niveau : National et régional.

Ventilation : Par sexe.

Mode de calcul : Effectif des nouveaux inscrits dans un cycle/ Population d'âge théorique d'entrée dans le cycle (Exemple : 1er cycle = 7ans).

Source : Recensement annuel.

Validité : ? (en effet la validité des données peut être incertaine)

Fréquence : Annuelle.

Nom : Taux brut de scolarisation.

Finalité : Mesurer la capacité d'accueil.

Niveau : National et régional.

Ventilation : Par sexe.

Mode de calcul : Effectif total d'un cycle tous âges confondus/Population du groupe d'âge théorique du cycle (exemple : groupe d'âge du primaire = 7-12 ans).

Source : Recensement scolaire annuel.

Fréquence : Annuelle.

Nom : Taux net de scolarisation.

Finalité : Mesurer l'intensité de la scolarisation.

Niveau : National et régional.

Ventilation : Par sexe.

Mode de calcul : Effectif scolarisé d'un groupe d'âges donnés/Population de ce groupe d'âges.

Source : Recensement scolaire annuel.

Fréquence : Annuelle.

Exemple d'indicateurs de l'enseignement technique et professionnel :

Nom : Taux de transition dans

l'enseignement technique et professionnel.

Finalité : Mesurer l'accès à l'enseignement technique et professionnel.

Niveau : National et régional.

Ventilation : Par sexe.

Mode de calcul : Nombre d'admis en première année de l'enseignement technique et professionnel au cours d'une

année scolaire donnée/Nombre d'inscrits en dernière année par exemple de l'enseignement de base au cours de l'année précédente.

Source : Recensement scolaire annuel.

Fréquence : Annuelle.

Nom : Taux de diplômés de l'enseignement professionnel.

Finalité : Mesurer la proportion d'une génération qui obtient un diplôme de l'enseignement professionnel.

Niveau : National et régional.

Ventilation : Par sexe.

Mode de calcul : Nombre de diplômés de l'enseignement professionnel d'une année scolaire donnée d'âge théorique d'obtention du diplôme/Population totale de cet âge.

Source : Recensement scolaire annuel.

Fréquence : Annuelle.

Il est utile que les services qui ont fourni les données indiquent leur validité. Cela permet au lecteur une appréciation plus exacte de l'information qui lui est fournie.

Il est important également de définir les termes que l'on utilise; aussi la présence d'un glossaire est-elle indispensable dans la publication finale. Quelques exemples de définition sont donnés ci-après. Cependant, il faut souligner que les glossaires peuvent être différents d'un pays à l'autre selon la manière dont les indicateurs sont interprétés. Pour les organisations internationales, il est bien évidemment souhaitable qu'elles utilisent les mêmes définitions. Ce souhait n'est cependant pas toujours réalisé, hélas.

Exemple de glossaire

Dépenses publiques de l'éducation.

Ensemble des dépenses consacrées à l'éducation par les administrations locales, régionales et nationales, y compris les municipalités. Les contributions des ménages en sont généralement exclues. Les dépenses publiques de l'éducation comprennent les dépenses ordinaires et les dépenses en capital.

Enseignement Fondamental : Il couvre en général l'ensemble du cycle du primaire et le premier cycle de l'enseignement

secondaire. Il comporte neuf années d'études. Il se décompose en un premier cycle de six années d'études et un second cycle de trois années d'études.

Ecole : Unité administrative où se déroule l'enseignement.

Ecole de Base : C'est une école créée à l'initiative d'une communauté ou d'une collectivité quelconque, d'un jeune diplômé ou d'un jeune travailleur défilé du secteur de l'enseignement.

Enseignement formel : Système éducatif hiérarchiquement structuré, chronologiquement échelonné, allant de l'école primaire à l'université et incluant, outre les enseignements académiques généraux, un ensemble de programmes spécialisés et d'institutions variées de formation technique et professionnel à plein temps.

Enseignement non formel : Processus qui s'étend tout au long de la vie au cours duquel chaque individu acquiert des attitudes, valeurs, compétences et connaissances à partir de l'expérience quotidienne et des influences et ressources éducatives dans son environnement –famille, voisins, lieu de travail et jeu, place du marché, bibliothèque et médias de masse.

Enseignement informel : Désigne toute activité éducative organisée en dehors du système formel – qu'elle se fasse de façon séparée ou dans le cadre d'une activité plus large- destinée à servir des clientèles d'apprenants et des objectifs d'apprentissage identifiables.

Enseignement Privé : Il comprend des écoles catholiques, des écoles laïques et des écoles de base. Il a généralement lieu dans un établissement (école ou collège/lycée) qui ne relève pas d'une autorité publique, mais est plutôt encadré et géré par un organisme privé à but lucratif ou non lucratif tel qu'une organisation ou une association non gouvernementale, un organisme confessionnel, un groupe d'intérêt spécial, une fondation ou une entreprise commerciale.

8. LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DANS LA RÉALISATION DES TRAVAUX SUR LES INDICATEURS

Indicateurs scolaires : Ce sont des indices, des taux, des taux d'accroissement, des quantités qui sont calculés à partir de statistiques scolaires et, lorsque c'est nécessaire, de données démographiques, économiques ou autres. Ils doivent synthétiser l'information disponible pour la rendre plus accessible et plus facile à utiliser pour les différentes personnes qui se servent de données quantitatives.

8.3 VÉRIFICATION DE LA COHÉRENCE DES RÉSULTATS

Après le calcul des différents indicateurs, il est nécessaire de vérifier la cohérence des résultats obtenus. En effet, plusieurs sources d'informations ont été mobilisées. Tout statisticien connaît la difficulté d'une telle utilisation. Il faut par exemple vérifier si les taux de scolarisation nets ne dépassent pas 100 %, qu'ils ne soient pas incohérents avec des taux d'activité et que les dépenses d'éducation fournies par le Ministère de l'Éducation nationale soient du même ordre de grandeur que celles fournies par le Ministère des Finances ou l'Institut National des Statistiques. Ce travail est très important, car c'est lui qui assure la validité de l'ensemble. Il faut donc y consacrer le temps nécessaire.

Quelques exemples de problèmes : dans *Regards sur l'éducation* (numéro 3), si l'on ajoute les taux nets de scolarisation et les taux d'activité pour les enseignements post-primaires, on obtient pour plusieurs pays des taux supérieurs à 100 %¹⁰. Il s'agit là d'un problème de définition. En effet, les formations en alternance comme l'apprentissage sont comptées des deux côtés car les jeunes sont en formation mais ont en même temps un contrat de travail.

Des taux de scolarisation nets sont parfois également supérieurs à 100 % lorsqu'il n'y a pas de cohérence entre les données démographiques et les données scolaires. Il arrive parfois qu'à l'intérieur d'un pays,

en particulier dans la capitale, le taux net de scolarisation soit supérieur à 100% dans la mesure où les enfants venant des régions isolées ayant peu d'équipements scolaires, soient scolarisés dans une région où la scolarisation est beaucoup plus développée. Dans un pays, par exemple, le taux net de scolarisation est supérieur à 100% dans le district occidental parce que les enfants venant des districts avoisinants y sont scolarisés.

Pour les données financières, on utilise souvent le budget voté car il s'agit de la donnée la plus facile à trouver. C'est également souvent la plus récente. Or elle peut être très différente du budget exécuté. Celui-ci n'est en général déterminé que très tardivement, avec un ou deux ans de décalage. Il faut souvent un travail spécifique pour éclaircir tous ces problèmes et construire des séries de données cohérentes. Si un tel travail existe c'est évidemment très précieux. Si l'on ne peut parvenir à harmoniser toutes les données, on peut faire des estimations. Elles nécessitent de disposer d'éléments fiables sur plusieurs années qui les rendent possibles. L'autre solution est d'indiquer clairement les sources des données et d'expliquer pourquoi il existe des différences. N'oublions pas que ce document s'adresse à des non statisticiens. Il ne faut donc pas utiliser la langue de bois mais rendre compréhensible les concepts correspondant aux différentes données. Il est important de bien montrer qu'on ne peut pas dire tout et son contraire avec des statistiques. C'est l'enjeu de cette vérification de cohérence. Il ne faut pas rater ce but. C'est en jouant la transparence que l'on peut l'atteindre.

On peut répéter ici que la précision n'est pas une condition *sine qua non*. On peut suivre l'évolution du système éducatif et identifier les problèmes cruciaux (ce à quoi doit servir un document d'indicateurs) même si l'on ne dispose pas de données d'une très grande précision.

8.4 ANALYSE DES DIFFÉRENTS INDICATEURS

C'est une partie essentielle pour la réussite du travail. En effet, l'analyse doit être accessible à tous les publics concernés par l'éducation. Cette partie demande donc d'être beaucoup travaillée. Présenter des informations de façon simple n'est pas facile, surtout pour un statisticien. Mais c'est dans la clarté du texte que se jugera la qualité du document. Même si les phénomènes exposés sont complexes, il faut arriver à les exposer simplement sans perdre en précision.

Beaucoup de documents cités sont construits selon la même logique : chaque indicateur (ou groupe d'indicateurs) occupe une double page ; celle-ci comprend une partie de texte complétée par quelques tableaux et des graphiques. La présentation des documents faits par le Québec ou par la France sont particulièrement réussies.

Le texte part d'une analyse générale de l'indicateur et plus particulièrement de son évolution. On approfondit ensuite les résultats les plus récents. Puis on étudie une ou plusieurs ventilations de cet indicateur : par exemple par sexe, puis par région. Ce commentaire doit être sobre et précis, compréhensible par le non-spécialiste.

Trop de chiffres nuisent à la lisibilité d'un texte. Il ne faut donc pas surcharger l'analyse avec de trop nombreux chiffres, surtout si ces derniers figurent sur un tableau ou un graphique.

Les tableaux et les graphiques doivent être choisis avec soin et fournir le maximum d'informations avec le minimum de données.

En fonction des indicateurs, ils peuvent présenter une série chronologique, une ventilation de l'indicateur selon une catégorie et si les données sont disponibles une répartition par région. Pour

les graphiques, on peut signaler les usages les plus répandus :

- utiliser des courbes pour présenter des séries chronologiques,
- utiliser des histogrammes pour présenter des ventilations d'un même indicateur par région ou par sexe,
- utiliser des représentations cartographiques pour mettre en évidence les diversités ou les disparités régionales.

Dans un ouvrage de ce type, on ne peut pas systématiquement présenter données et graphiques sur toutes les données faute de place. Le choix se fera donc en fonction de la précision nécessaire ou de la lisibilité la plus grande. Si l'on observe une faible évolution pour un indicateur comme la part de l'éducation dans le PIB, on peut présenter un tableau avec la valeur précise qui varie légèrement mais est peu lisible sur un graphique. Au contraire, des taux d'accès qui ont beaucoup évolué sont plus visibles sur un graphique que dans un tableau.

Le principe ici est d'être souple et de chercher toujours la représentation la plus parlante pour le non-spécialiste.

On peut ajouter ici trois remarques, concernant respectivement l'analyse et le choix de l'indicateur, la présentation et la conception des graphiques et finalement la période présentée. On trouvera dans les pages suivantes différents types de graphiques comme exemples de représentations simples et claires.

8.4.1 ANALYSE ET CHOIX DE L'INDICATEUR

Il peut arriver que l'analyse d'un phénomène conduise à modifier le choix d'un indicateur. Ainsi, on veut étudier l'évolution des disparités garçons - filles dans l'enseignement xx dans un pays yy. Les données de base sont les suivantes :

8. LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DANS LA RÉALISATION DES TRAVAUX SUR LES INDICATEURS

Année scolaire	Effectif total	Effectif garçons	Effectif filles	% filles	Taux brut de scol. garçons	Taux brut de scol. filles
1989/90	301 218	208 634	92 584	30,7	39,3	16,7
1990/91	346 907	237 456	109 351	31,5	44,5	19,7
19991/92	359 406	246 156	113 250	31,5	44,6	19,7
1992/93	421 869	289 092	133 777	31,7	51,1	22,8
1993/94	471 792	317 654	154 138	32,7	55,2	25,7

Si l'on observe le pourcentage de filles, on aboutit à la conclusion que les disparités ont diminué. Cependant, si l'on poursuit l'analyse, on se rend compte que l'écart entre les effectifs de garçons et les effectifs de filles ou l'écart entre les taux de scolarisation garçons - filles ont augmenté. Ainsi, on peut conclure que les disparités se sont accrues et pour le montrer, il est préférable de choisir l'un des deux écarts plutôt que le pourcentage de filles. On peut encore examiner ce tableau sous un autre angle en calculant le rapport garçons/filles (ou l'inverse). Cette fois, on constate que le premier a légèrement diminué (2,25 en 1989/90 contre 2,06 en 1993/94). Ainsi, en termes relatifs, les effectifs de filles ont augmenté légèrement plus vite que les effectifs de garçons. On peut donc, à partir

des mêmes données de base, déduire deux indicateurs qui donnent une impression différente, apparemment contradictoire de la même réalité. En fait, cette contradiction n'est qu'apparente. Les écarts absolus et cet accroissement relatif sont deux faces d'un même problème. Ils se complètent sans se contredire.

Dans tous les cas, on constate que le pourcentage de filles, pris tout seul, n'est pas un bon indicateur sur l'évolution des disparités.

Il faut donc être prudent dans le choix du calcul de l'indicateur. L'analyse peut ainsi jouer un rôle de redéfinition de l'indicateur.

On ne soulignera jamais assez combien il est important d'avoir une analyse claire de ces questions.

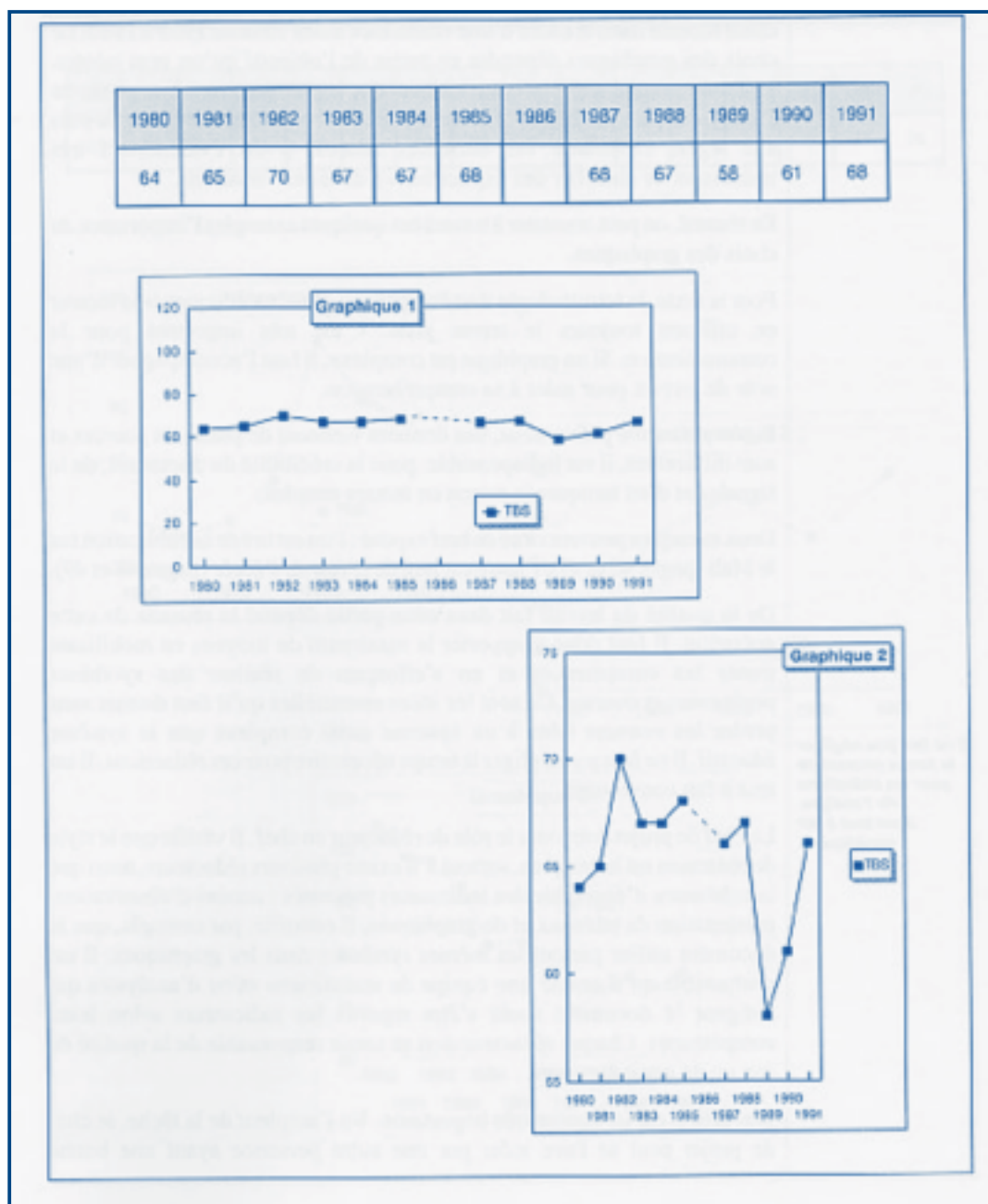
Question	Quel indicateur
<i>Votre système éducatif peut-il accueillir tous les enfants d'âge scolaire ?</i>	Taux brut de scolarisation
<i>Combien d'enfants d'âge officiel sont scolarisés ?</i>	Taux net de scolarisation
<i>Combien d'enfants sont admis pour la première fois à l'école ?</i>	Des données très détaillées sont nécessaires mais qui ne sont pas toujours disponibles : effectifs et redoublants par âge du grade 1. Si ces données ne sont pas disponibles, la proportion d'enfants nés une année donnée et qui entrent à l'école peut être calculée. Approximation : taux d'admission
<i>Quelle est leur durée scolaire ?</i>	Analyse de cohorte, espérance de vie scolaire
<i>Tous les enfants terminent-ils le cycle primaire ?</i>	Taux d'accès en dernière année du primaire, qui peut se calculer au moins de deux façons : comme produit du taux réel d'admission par la 'survie scolaire' jusqu'en fin du primaire ; calcul de l'ensemble des élèves entrant en dernière année de primaire dans une génération divisé par la population totale de cette génération (une génération = ensemble des enfants nés une année donnée).
<i>Dois-je développer les enseignement professionnels du domaine industriel ?</i>	Observer l'insertion professionnelle des jeunes sortant de ces formations, observer les formations continues dans ce domaine, disposer d'information sur l'évolution économique du secteur industriel

8.4.2 LA PRÉSENTATION GRAPHIQUE

La présentation d'un indicateur est également un élément important. En effet, selon le choix du type de graphique ou même de sa forme, on peut modifier la perception d'un lecteur non averti. Ainsi, en jouant sur la largeur et la longueur du graphique, sur son échelle, on peut accentuer ou diminuer la perception des évolutions ou des disparités. Il est donc important de représenter de façon pertinente le graphique afin de faciliter l'analyse visuelle.

L'exemple des deux graphiques ci-dessous en donne une illustration. Ces deux graphiques sont basés sur le même tableau (page 39) et représentent donc le taux brut de scolarisation primaire dans un pays zz sous forme de courbes, pour la période de 1980 à 1993 (les données n'étaient disponibles que pour certaines années).

8. LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DANS LA RÉALISATION DES TRAVAUX SUR LES INDICATEURS



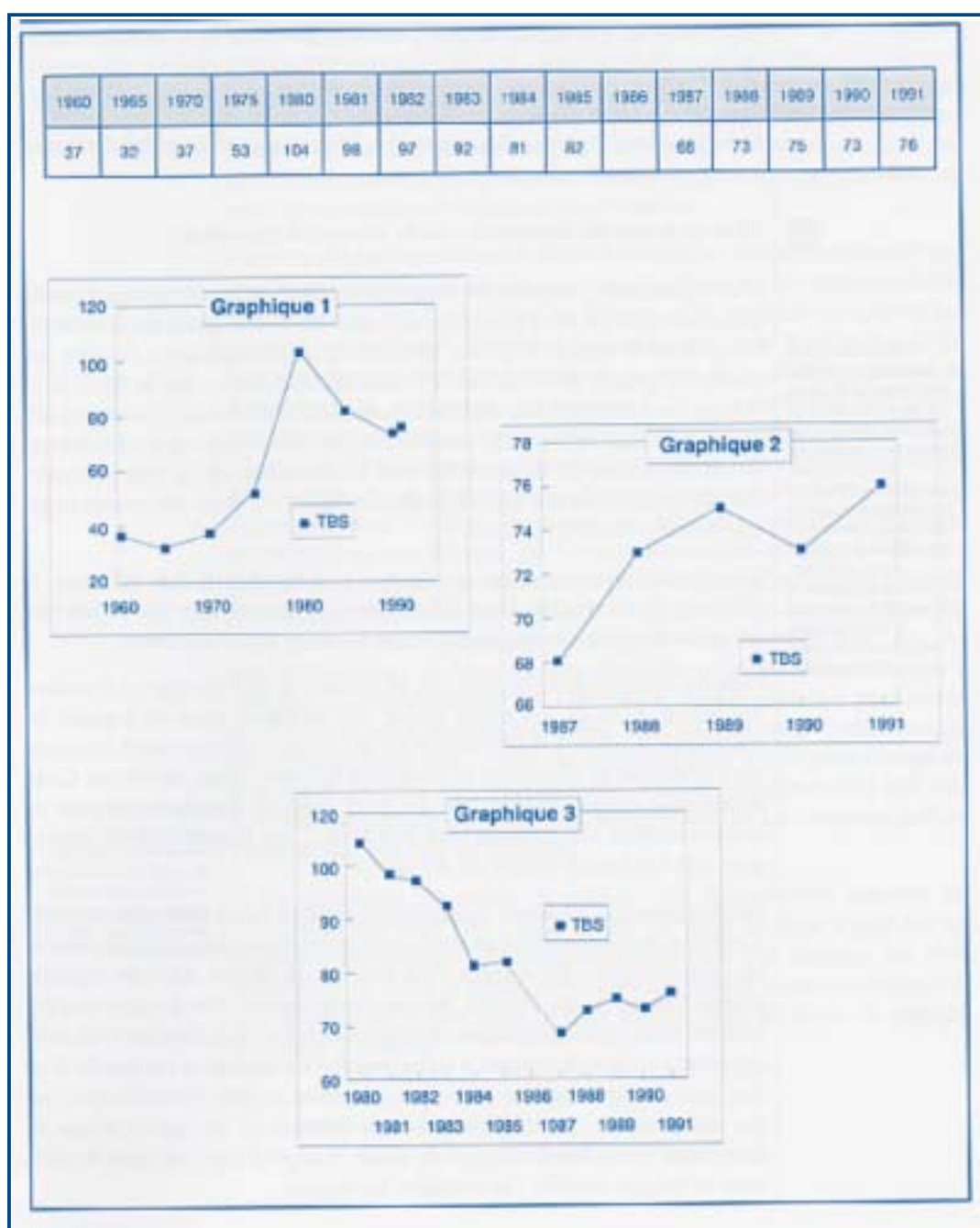
D'où viennent alors les différences entre ces graphiques ? Deux choix, faits par le présentateur, les expliquent. Ces choix concernent la largeur et la longueur du graphique et les valeurs maximale et minimale de l'axe Y.

Le résultat est clair. Le premier montre une évolution assez tranquille, le second une chute très importante entre 1987 et 1991. Dans ce cas, il paraît intéressant de montrer les problèmes récents mais sans doute de façon moins accentuée que dans

le second graphique, et de façon plus perceptible que dans le premier. Là encore, il s'agit d'un problème d'équilibre entre deux extrêmes.

8.4.3 LA PÉRIODE PRÉSENTÉE

Les ventilations ou la période présentées dans le graphique ont également un impact sur la présentation de l'indicateur. L'exemple suivant en donne une illustration.



Le tableau ci-dessus montre l'évolution du taux brut de scolarisation au niveau primaire dans un pays dddd, entre 1960 et 1991. Les trois graphiques sont basés sur ce tableau mais ils ont des périodes de référence différentes:

- *le graphique 1* couvre la période de 1960 à 1991 et prend en compte les données de 1960, 1965, 1970, 1975, 1980, 1985, 1990 et 1991;
- *le graphique 2* couvre la période de 1987 à 1991 et présente les données annuelles
- *le graphique 3* présente les données annuelles de 1980 à 1991 (à l'exception

de 1986, année pour laquelle les données n'étaient pas disponibles);

Ici encore, on peut constater à quel point le choix fait, dans ce cas les années représentées, va changer l'analyse. Le second graphique va permettre d'être très satisfait des résultats en croissance régulière. Le troisième va être très alarmiste car il montre une chute très importante non compensée par l'augmentation récente. Le premier permet clairement de bien replacer la chute récente dans le cadre d'une croissance assez forte de 1965 à 1980. Le choix des graphiques dépendra en partie de l'objectif

8. LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DANS LA RÉALISATION DES TRAVAUX SUR LES INDICATEURS

que l'on souhaite piloter. Mais, dans ce cas-ci, il y a peu de doute que le premier graphique permette l'analyse la plus pertinente : forte croissance suivie d'une chute brutale puis une légère croissance ces dernières années. Il est évidemment très intéressant de chercher des explications à de telles variations.

En résumé, on peut constater à travers ces quelques exemples l'importance du choix des graphiques.

Pour le texte, la terminologie doit être précise. Il faut « éduquer » le lecteur en utilisant toujours le terme juste. C'est très important pour la communication. Si un graphique est complexe, il faut l'accompagner d'une note de lecture pour en aider la compréhension.

Si, sur un même phénomène, des données viennent de plusieurs sources et sont différentes, il est indispensable, pour la crédibilité du document, de le signaler et d'en indiquer la raison en termes simples.

Deux exemples présentés ci-dessous peuvent clore ce bref exposé : l'un est tiré de la publication sur *L'état de l'école* et l'autre du document sur les indicateurs fait par le Danemark.

De la qualité du travail effectué dans cette partie dépend la réussite de cette opération. Il faut donc y apporter le maximum de moyens tout en mobilisant toutes les compétences et en s'efforçant de réaliser des synthèses pertinentes et

courtes. Ce sont les idées essentielles qu'il faut donner sans perdre les nuances liées à un système aussi complexe que le système éducatif. Il ne faut pas négliger le temps nécessaire pour ces rédactions. Il est tout à fait conséquent.

Le chef de projet doit jouer le rôle de rédacteur en chef. Il vérifie que le style de rédaction est homogène, surtout s'il existe plusieurs rédacteurs, ainsi que la cohérence d'ensemble des indicateurs présentés : années d'observation, présentation de tableaux et de graphiques. Il contrôle, par exemple, que le document utilise partout les mêmes symboles dans les graphiques. Il est souhaitable qu'il anime une équipe de statisticiens et/ou d'analystes qui rédigent le document après s'être répartis les indicateurs selon leurs compétences. Chaque rédacteur doit se sentir responsable de la qualité de son ou de ses indicateurs.

Son action est ici encore très importante. Vu l'ampleur de la tâche, le chef de projet peut se faire aider par une autre personne ayant une bonne expérience de la rédaction en chef. Il doit donner une ligne rédactionnelle et harmoniser les styles et les façons de rédiger des différents rédacteurs. Une trop grande diversité n'est pas acceptable dans un ouvrage de ce type.

Dans ce domaine particulièrement, des formations et des aides d'experts seront souvent nécessaires.

Premier exemple extrait de « L'état de l'école »

ANALYSE DE L'INDICATEUR
EXEMPLE - France : L'état de l'école

Six élèves sur sept entrent en sixième en maîtrisant au moins les compétences de base en lecture. Trois élèves sur quatre entrent en sixième en maîtrisant au moins les compétences de base en calcul.

Dans le cadre de l'évaluation des acquis des élèves à l'entrée en 6ème en 1994, les élèves ont répondu correctement en moyenne à près de 64 % des questions en français et à 62 % en mathématiques.

Les disparités entre élèves sont marquées dans les deux disciplines : les scores des 10 % les plus forts sont environ 2,5 fois supérieurs à ceux des 10 % les plus faibles. Par rapport au CE2, les disparités sont légèrement plus faibles dans les deux disciplines. Les disparités constatées les années précédentes selon le sexe, l'âge ou l'origine sociale demeurent en 1994.

Au-delà de ces moyennes, il est essentiel d'essayer de raisonner en termes de compétences. Les Directions du Ministère concernées et l'Inspection Générale se sont donc efforcées d'établir une nomenclature de compétences en lecture, en calcul et en géométrie qui permette de situer le niveau des élèves par rapport à des seuils de compétences. Ce travail permet d'estimer que plus de huit élèves sur dix entrent en 6ème en maîtrisant au moins les compétences de base de lecture (saisir l'information explicite d'un texte). Près de huit élèves sur dix maîtrisent au moins les compétences de base de calcul (connaître et utiliser les entiers, connaître les règles élémentaires sur les décimaux) et six entrants en 6ème sur dix maîtrisent au moins les compétences de base de géométrie (connaître et tracer des figures usuelles dans le plan).

Au plan international, on dispose d'un indicateur fondé sur une étude conduite en 1997 sur la maîtrise de la lecture des enfants de neuf ans. La comparaison des notes moyennes obtenues par les échantillons d'élèves de chaque pays montre que les écoliers français de CM1 ont, en moyenne, une maîtrise de la lecture plutôt élevée par rapport à la plupart des pays européens.

L'évaluation du français à l'entrée en 6ème vise à apprécier les compétences de lecture et d'écriture à travers 4 champs d'application : approche des textes, vocabulaire, grammaire et orthographe. L'évaluation de mathématiques à l'entrée en 6ème vise à apprécier des objectifs de savoir-faire et de communication à travers 3 champs d'application : travaux géométriques, mesures, travaux numériques. Les résultats nationaux de l'évaluation réalisée en septembre 1994 à l'entrée en 6ème sont obtenus à partir d'un échantillon représentatif d'élèves tirés dans les collèges d'enseignement public et privé. Le contenu des épreuves vise, pour l'essentiel, à évaluer d'une manière globale, sur l'ensemble, on se gardera d'établir des comparaisons en termes d'évolution au niveau des scores globaux.

*Source : MEN, D.E.P.
Pour les comparaisons internationales : Regards sur l'Education No 3 - OCDE/CERI. Les données sont tirées de l'étude de l'Association Internationale pour l'Évaluation de l'Enseignement (AIEE) sur la maîtrise de la lecture réalisée en 1990 et 1991.*

Champ : France entière.

8. LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DANS LA RÉALISATION DES TRAVAUX SUR LES INDICATEURS

EXEMPLE - France : L'état de l'école (suite)

Les acquis des élèves à l'entrée en 6ème en français et en mathématiques

Pourcentage de réussite aux items de français et de mathématiques à l'entrée en sixième (septembre 1994)

	Ensemble	10 % les plus faibles	10 % les plus forts
Français	64,4	36,5	88,2
Mathématiques	61,9	33,9	85,0

Source : M. N. IEP

Répartition des élèves entrant en 6ème selon les niveaux de compétences en lecture, en calcul et en géométrie (rentrée 1994)

	Lecture	10 % les plus faibles	Géométrie
Ne maîtrisent pas les compétences de base	14,4%	23,0%	36,0%
Maîtrisent uniquement les compétences de base	34,1%	43,4%	30,1%
Maîtrisent aussi les compétences approfondies	30,1%	23,4%	16,3%
Maîtrisent en outre les compétences remarquables	21,4%	8,2%	5,9%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%

Source : IEP

Lecture : en calcul, 48,4 % des élèves ne maîtrisent que les compétences de base, 20,4 % maîtrisent aussi les compétences approfondies et 8,2 % maîtrisent en outre les compétences remarquables ; au total, ce sont donc $48,4 + 20,4 + 8,2 = 77$ % des élèves qui, en début de 6ème, maîtrisent au moins les compétences de base en calcul.

Note moyenne de lecture des enfants de 9 ans (1991)



Source : IEP, données relatives au calcul et à la lecture de 9 ans (1991)

Source : Basé sur : Ministère de l'Éducation nationale, 1995. (5e éd.), L'état de l'école, 30 indicateurs sur le système éducatif. Paris, p. 40-41.

Deuxième exemple : « Danemark : Evolution de l'espérance de vie scolaire 1981/82 – 1992/93 par sexe »

Espérance de vie scolaire des élèves en début de scolarité.

Les enfants de 7 ans qui commencent leur scolarité actuellement peuvent espérer une durée d'éducation de 15,2 ans en moyenne.

Quelques uns auront moins et d'autres beaucoup plus. La durée totale de l'espérance de vie scolaire pour un enfant est en augmentation et actuellement on s'attend à ce que les filles se maintiennent dans le système éducatif pendant une durée légèrement supérieure à celle des garçons.

Un enfant qui commence la première année de sa scolarité en 1993 peut espérer rester dans le système éducatif environ 15 ans. Ceci correspond à 9 ou 10 ans d'éducation primaire, du premier cycle de l'éducation secondaire suivi de, par exemple 3 ou 4 ans d'éducation professionnelle et d'un programme de formation, ainsi que d'une courte période dans l'éducation supérieure. Le temps prévu pour qu'un enfant se maintienne dans le système éducatif est en augmentation.

L'espérance de vie scolaire totale est une moyenne grossière, car certains jeunes ne resteront pas 15 ans alors que d'autres se maintiendront 18 ans et plus dans le système éducatif, qu'ils terminent leur cycle d'éducation ou qu'ils changent de programme éducatif. La formation des adultes n'est pas comprise dans ce calcul.

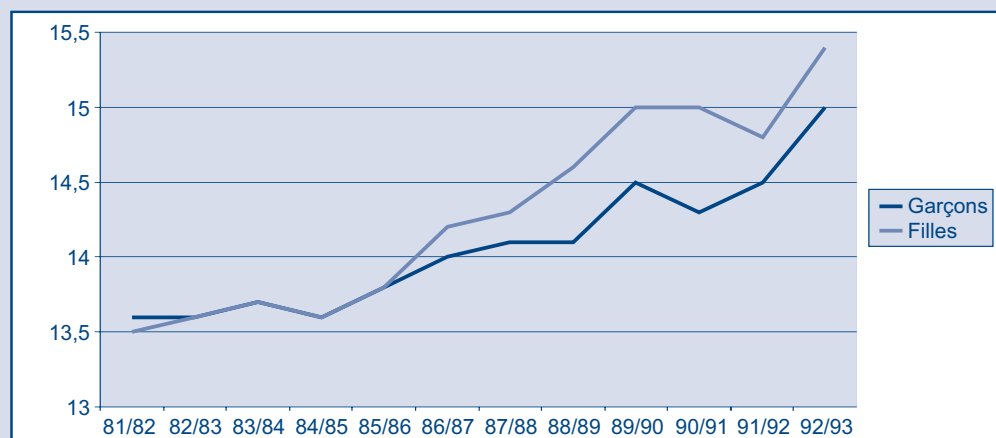
Comparés aux pratiques internationales, les enfants et les jeunes danois ont plus d'années de scolarisation que les autres. Dans les pays fortement industrialisés, on prévoit souvent une durée minimum d'enseignement de 12 ans. Quinze années de scolarisation constituent une quantité relativement importante. Il faut de plus tenir compte d'une année de pré-primaire pour la grande majorité de ces enfants. Aujourd'hui 98% des enfants fréquentent l'enseignement pré-primaire. De plus le perfectionnement des qualifications est très courant au Danemark, mais comme nous l'avons déjà mentionné, la formation des adultes n'est pas incluse dans les chiffres.

Durant la période 1981/82 et 1992/93, l'espérance de vie scolaire a augmenté de 13,5 à 15,2 années ce qui correspond à un accroissement de près de 2 années pour une période de seulement 11 années, accroissement qui s'accéléra vers 1991.

En 1992/93, l'espérance de vie scolaire totale était plus importante pour les filles que pour les garçons. Au début des années 80 les garçons avaient une espérance de vie scolaire plus longue. Entre 1982/83 et 1985/86, la durée de scolarisation des filles était égale à celle des garçons. Après cette date les filles se sont mises à surpasser les garçons. En 1992/93 la durée totale de l'espérance de vie scolaire était de 15,4 pour les filles et de 15,0 pour les garçons.

La différence entre la durée totale de scolarisation pour les filles et les garçons se situe aux environs de 6 mois de plus pour les filles et la durée de scolarisation elle-même augmente du même taux pour les deux sexes. Une des explications de cette différence est que les filles suivent les programmes du deuxième cycle de l'enseignement secondaire plus fréquemment que les garçons. Les garçons choisissent plus souvent des programmes d'enseignement professionnel directement après le premier cycle du secondaire. Ainsi davantage de femmes que d'hommes suivent actuellement des études supérieures. En 1994 le chiffre était de 38% pour les femmes comparé à 31 % pour les hommes.

Danemark : Evolution de l'espérance de vie scolaire 1981/82 – 1992/93 par sexe



8. LES DIFFÉRENTES ÉTAPES DANS LA RÉALISATION DES TRAVAUX SUR LES INDICATEURS

8.5 UTILISATION DU DOCUMENT POUR L'ÉVALUATION INTERNE ET EXTERNE : LE SOUCI DE TRANSPARENCE

La publication d'un tel document est la preuve de la volonté de transparence sur le fonctionnement de l'école dans un pays. C'est pourquoi la décision d'une telle publication est politique. De ce fait, il est nécessaire d'obtenir le soutien et l'accord du ministre. C'est lui qui doit valider le document final et, mieux, le préfacer.

Cela n'est pas toujours facile mais c'est fondamental. Il faut réussir à convaincre les décideurs politiques de la nécessité de publier largement ces informations et éviter, comme c'est arrivé parfois, que des documents de ce type ne restent dans des armoires (parfois plombées).

Il faut en effet qu'une fois publié, ce document soit largement diffusé et alimente le débat sur l'école. Il doit donc être à la disposition des hommes politiques (ministres, élus...), des responsables du système éducatif, des associations de parents d'élèves, des syndicats d'enseignants, des chefs d'établissement et des personnels administratifs et techniques des établissements scolaires.

Le but est qu'il devienne l'ouvrage de référence dans les discussions politiques et les médias. C'est un objectif ambitieux mais c'est celui qu'il faut se fixer pour ce genre de projet.

Bien évidemment, le succès de cette opération ne sera réel que si la publication du document accompagne ou suit une transformation de la manière dont sont prises les décisions : la culture de la donnée objective doit se répandre et se développer. Sans cette transformation, le document perdra de son intérêt et sans doute de son utilité. Par le passé, des documents de ce type sont apparus puis ont disparu faute d'un réel impact. La parole est ici aux décideurs. Les producteurs du document doivent tout faire pour en montrer l'utilité et, comme il a déjà été dit plusieurs fois, le construire pour qu'il devienne « incontournable ». Un bon

exemple de réussite à cet égard est celui de *L'état de l'école en France* qui a réussi à devenir l'outil indispensable à toute discussion politique ou sociale sur l'école en France.

8.6 MISE À JOUR DU DOCUMENT

Il ne s'agit pas de publier ce document une fois et de s'arrêter après ce bel effort. Pour être utile et utilisé, ce document doit entrer dans les mœurs et pour cela une seule solution : le publier très régulièrement afin que les données les plus récentes soient toujours disponibles.

Il faut donc organiser une production régulière du document. Ceci a des conséquences sur l'organisation du travail et le recueil de données.

Les outils informatiques permettent d'effectuer les mises à jour des textes, des tableaux et des graphiques relativement facilement. Il faut organiser les données pour cela dans un tableur et conserver la même mise en page pour le document. Dès que de nouvelles données sont disponibles, les mises à jour doivent être effectuées. Evidemment, on peut envisager des procédures automatiques, mais elles peuvent parfois être plus lourdes à utiliser qu'une mise à jour manuelle. Il est donc nécessaire de bien analyser les procédures avant d'investir dans une mise à jour automatique.

L'idéal est, bien sûr, de parvenir rapidement à une publication annuelle. Cela doit être l'objectif à atteindre.

Comme indiqué précédemment, le rédacteur en chef doit succéder au chef de projet. Pour que l'opération devienne une routine, elle doit s'accompagner d'une complète immersion dans les services du ministère. Le rôle du rédacteur en chef demeure bien évidemment essentiel. C'est lui qui doit préserver la qualité, l'homogénéité du document et éviter toutes les dérives y compris celles liées au succès du premier numéro : demandes de plus d'informations, de plus d'indicateurs, etc.

9. D'AUTRES UTILISATIONS DES INDICATEURS COMPARAISONS INTERNATIONALES, DIVERSITÉS RÉGIONALES, PILOTAGE DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

9

Tout au long de ce travail, de nombreux documents portant sur l'ensemble d'un pays ont été cités: le Danemark, la Finlande ou la France. On a cependant présenté un document construit selon les mêmes principes mais centré sur des analyses régionales ; il s'agit de la *Géographie de l'école* en France.

Il est également intéressant de fournir quelques comparaisons internationales dans un document national. C'est le cas notamment des publications sur la Finlande, la France et le Danemark. Cela permet de mieux relativiser certaines analyses. De la même manière, on peut introduire des tableaux par région dans une publication nationale. En France, on a choisi de développer un document spécifique pour les régions, ce qui a conduit à proposer peu de tableaux régionaux dans la publication nationale.

Pour un document par région, la principale difficulté est liée à la disponibilité des données, car souvent, pour les indicateurs financiers par exemple, on ne peut obtenir

au niveau régional le même détail que celui utilisé au niveau national. En termes d'outils, il faut utiliser un logiciel de cartographie pour représenter le plus visuellement possible les diversités régionales. Pour la *Géographie de l'école* c'est le logiciel « Cartes et Bases » de ADDE qui a été utilisé. Mais d'autres logiciels comme AtlasGIS ou Mapinfo peuvent également convenir. L'important est que le passage des données entre le tableur et le logiciel de cartographie soit le plus simple possible.

Les travaux sur les indicateurs peuvent être également centrés sur les établissements scolaires ou des centres de formation professionnelle. Selon le même principe, ils doivent permettre de rendre compte de leur fonctionnement et de leurs résultats. Dans ce cas, chaque indicateur pour un établissement donné doit être accompagné de sa valeur régionale et nationale. Ces données servent de référence ; elles sont très utiles à l'établissement pour se situer par rapport aux autres.

A titre indicatif, il est utile de signaler un travail effectué en France pour les établissements du second degré¹². Un dispositif appelé IPES (Indicateurs pour le Pilotage des Etablissements Secondaires) leur permet depuis 1994 de disposer d'un ensemble d'indicateurs assorti de références régionales et nationales. Le dispositif bénéficie au maximum de l'informatisation du système d'information. C'est aussi le premier retour d'informations vers les établissements qui, pourtant, produisent - souvent avec quelque peine - ces informations.

La liste des indicateurs utilisés par les établissements du second cycle secondaire (les lycées) se trouve sur la page suivante. On peut y remarquer la présence d'un indicateur très important pour les formations professionnelles : la situation professionnelle sept mois après la sortie du lycée.

La publication d'indicateurs par établissement pose divers types de problèmes : on retrouve la question de la transparence, de la confidentialité de certaines données ; la mise en forme du document peut difficilement être du type présenté ici.

En France, seuls trois indicateurs ont été publiés. Il faut dire que certains avaient déjà été publiés par des journaux d'une façon assez sommaire et que le ministère se devait d'être plus précis. En effet, la comparaison brute de résultats d'examens par école peut facilement amener à des conclusions hâtives sur leur efficacité et qualité. C'est pourquoi le document sur les lycées en France donne beaucoup d'importance aux indicateurs d'environnement et ceux relatifs à la population accueillie. Ces divers problèmes sortent un peu du cadre fixé à ce travail. Ils sont donc évoqués brièvement.

Indicateurs relatifs à la population accueillie

- Caractéristiques des élèves présents à la rentrée : sexe, âge moyen, catégorie socioprofessionnelle, proportion d'élèves en retard, proportion d'élèves étrangers, proportion de redoublants ;
- Caractéristiques des élèves entrant dans le lycée à la rentrée : sexe, âge, proportion de redoublants, proportion d'élèves venant de l'enseignement privé ;
- Origines scolaires des élèves entrant dans le lycée à la rentrée.

Indicateurs de ressources et de moyens

- Moyens horaires ;
- Caractéristiques des enseignants ;
- Effectifs des élèves par option.

Indicateurs de résultats

- Taux de réussite au baccalauréat par série ;
- Taux d'accès au baccalauréat ;
- Proportion de bacheliers parmi les sortants de l'établissement ;
- Situation professionnelle des élèves sept mois après leur sortie du système éducatif ;
- Acquis des élèves en français, mathématiques, histoire géographie et langue vivante ;

Indicateurs de fonctionnement

- Devenir des élèves en fin de seconde ;
- Proportion d'heures d'enseignement assurées effectivement à un élève ;
- Taille des divisions ;
- Importance des services liés à l'enseignement ;
- Importance des services liés à la vie scolaire ;
- Mouvement du corps enseignant ;
- Accidents dans l'établissement ;
- Statut des lycéens.

Indicateurs d'environnement

- Intensité des relations avec l'environnement économique ;
- Données socio-économiques par zone d'emploi.

10. LE CAS TRÈS PARTICULIER DES INDICATEURS DE COMPARAISON INTERNATIONALE

10

De la même façon, il est possible de bâtir une publication présentant des indicateurs comparatifs de différents systèmes éducatifs. Le travail le plus important a été réalisé pour *Regards sur l'éducation* par l'OCDE avec l'aide de plusieurs groupes d'experts nationaux, mais ça a également été plus récemment le cas pour l'Unesco et l'Union européenne.

Il est essentiel pour ce travail de définir et de collecter des données et indicateurs *comparables*. Cela rend plus difficile la manière de définir les indicateurs ainsi que la collecte des informations nécessaires aux calculs. Pour illustrer ces difficultés il est intéressant d'utiliser les travaux menés par l'Unesco pour élaborer le bilan 2000 du programme 'Education Pour Tous (EPT).

10.1 PROBLÈMES RENCONTRÉS LORS DE LA DERNIÈRE ÉVALUATION EPT EN 2000

Bien que des directives techniques définissant chaque indicateur et son mode de calcul aient été envoyées à tous les pays, l'équipe en charge de l'évaluation au niveau mondial, basée à l'institut de statistique de l'UNESCO, a été confrontée à des problèmes de comparaison entre certaines données fournies par les pays.

Les problèmes venaient souvent d'une part de ce que les pays n'avaient pas la même définition ou compréhension d'un indicateur donné et, d'autre part du champ couvert (groupe d'âge par exemple). C'est ainsi le cas des programmes d'éveil de la petite enfance qui doivent concerner uniquement ceux d'entre eux qui ont un caractère éducatif, et dont le calcul du taux brut doit en principe tenir compte uniquement du groupe d'âge

correspondant à l'enseignement préscolaire (généralement les 3-5 ans). Certains pays y ont inclus tous les programmes y compris les programmes de protection infantile (crèches et autres garderies), surévaluant ainsi la valeur du taux brut. Ces problèmes de définition ou de mauvaise interprétation de ce que l'indicateur est censé mesurer se sont aussi rencontrés dans le cas de l'enseignement primaire.

10.2 ILLUSTRATION DES PROBLÈMES RENCONTRÉS LORS D'EPT 2000

En guise d'illustration, prenons le cas du Kazakhstan. Dans ce pays, l'âge d'entrée dans l'enseignement primaire est théoriquement de 7 ans. Mais la loi permet aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école primaire avant cet âge. On constate ainsi qu'un grand nombre d'enfants entrent à l'école à 6 ans. Compte tenu de ce fait, les statisticiens du pays, dans leurs calculs du taux net d'admission et du taux net de

scolarisation dans le primaire, incluent l'âge de 6 ans alors que la logique du calcul de ces indicateurs voudrait que l'on se base sur l'âge de 7 ans, âge théorique d'entrée dans le primaire.

Les taux calculés au Kazakhstan s'apparentent ainsi à des taux brut d'admission (TBA) et de scolarisation plutôt qu'à des taux nets (TNS) à proprement parler. En effet, le calcul d'un taux net implique qu'il y ait cohérence entre le numérateur et le dénominateur, ce qui n'est pas le cas ici. Le nombre d'enfants scolarisés de 6/7 ans est rapporté à la population de 7 ans dans le cas du TNA, et les effectifs de 6-10 ans sont rapportés à la population de 7-10 ans dans le cas du TNS.

Le mode de calcul erroné de ces deux indicateurs a un impact sur les résultats et peut avoir un biais sur les comparaisons entre le Kazakhstan et les autres pays, comme on peut le constater dans le tableau ci-dessous.

2000/01	Effectifs scolaires et population			Taux net d'admission	
	Nouveaux entrants de 7 ans	Nouveaux entrants de 6-7 ans	Population de 7 ans	Niveau international	Niveau Kazakhstan
TNA	192 740	277 173	291 978	66,0	94,9
2000/01	Effectifs scolaires et population			Taux net de scolarisation	
	Effectifs scolaires des 7-10 ans	Effectifs scolaires des 6-10	Population des 7-10 ans	Niveau international	Niveau Kazakhstan
TNS	1 068 457	1 154 352	1 216 165	87,9	94,9

Il est donc très important d'éviter au maximum ce genre de problèmes si l'on veut pouvoir comparer les indicateurs entre pays.

10.3 COMMENT ASSURER UNE COMPARAISON DES DONNÉES AU NIVEAU INTERNATIONAL ?

10.3.1 UTILISATION DE LA CITE 97

Tout d'abord les définitions utilisées par les pays dans la collecte des données au niveau international devraient être harmonisées. En d'autres termes, les niveaux d'enseignement devraient être définis selon des critères internationalement pertinents. Le système de Classification Internationale Type de l'Education (CITE), révisé en 1997, offre un tel cadre. C'est un outil parmi d'autres qui permet d'harmoniser les données selon les standards internationaux, et les adapte pour les comparaisons internationales.

La CITE 97 classe les programmes et les activités d'enseignement. Elle définit six niveaux d'enseignement, avec à l'intérieur de chaque niveau des distinctions par orientation du programme (général, professionnel,...), par orientation ultérieure (ce que peuvent faire théoriquement les élèves après le programme ou l'activité suivie).

Outre cette nomenclature des niveaux, la CITE définit une classification des domaines d'études.^{14 15}

D'autres nomenclatures sont beaucoup utilisées dans l'analyse de la relation formation – emploi. Ainsi pour les activités professionnelles on utilise la classification ISCO. Comme pour la CITE, il est très important de comprendre correctement la nomenclature que l'on utilise, faute de quoi on rend impossible toute étude internationale comparative.

10.3.2 PRÉCISER LES MÉTHODES DE CALCUL DE CHAQUE INDICATEUR

La collecte des données au niveau international suppose également que tous les pays aient la même compréhension et la même définition d'un indicateur donné. A cet effet, il est important de donner une formule de calcul explicite pour chaque indicateur.

En outre cette façon de faire permet d'établir la liste détaillée des informations nécessaires au calcul des indicateurs. Cette formule explicite est aussi nécessaire car, comme on l'a vu dans le cas du Kazakhstan, le même indicateur peut être calculé de diverses façons par des personnes différentes. En procédant ainsi, on évite ou plutôt on limite les ambiguïtés.

¹⁴ Classification Internationale Type de l'Education CITE 1997 UNESCO Novembre 19997.

¹⁵ Un outil au service des comparaisons internationales : la CITE (voir bibliographie)

11. QUELQUES EXEMPLES D'UTILISATION DES INDICATEURS POUR L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION PROFESSIONNELLES

11

11.1 LE SUIVI DE LA BONNE ARTICULATION ENTRE FORMATION ET EMPLOI, LA TRANSFORMATION DES FORMATIONS PROFESSIONNELLES ET LA CRÉATION DE DIPLÔMES OU DE CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES

Il est particulièrement important d'évaluer les diplômes de formation professionnelle en étudiant l'insertion professionnelle des jeunes quittant le système éducatif avec ces diplômes. On peut ainsi vérifier la pertinence de ce diplôme et la reconnaissance que lui accordent les milieux professionnels. En France, les commissions chargées de la création ou de la modification des diplômes professionnels accordent une grande attention aux différentes enquêtes menées sur l'insertion professionnelle des jeunes. Différentes enquêtes sont conduites sur ce

sujet correspondant à des périodes allant de sept mois à cinq ans après la sortie du système éducatif. Dans ce dernier cas, on peut également étudier par le biais des enquêtes, toutes les trajectoires professionnelles suivies.

Les résultats de ces enquêtes et en particulier les divers indicateurs obtenus alimentent les discussions sur l'opportunité de changer le contenu des formations et donc du diplôme ou sur l'importance d'arrêter telle ou telle formation. Les indicateurs utilisés sont par exemple, le temps d'accès à l'emploi, la durée totale en emploi, au chômage, le type d'emploi occupé (en lien ou non avec le diplôme), le statut de l'emploi (précaire ou stable), le salaire.

Pour la création d'un diplôme, tout en étudiant l'insertion des formations proches de celle en gestation, il faut mobiliser d'autres informations notamment

concernant les évolutions de l'emploi dans le secteur visé par la formation.

11.2 LE SUIVI DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DES ENTREPRISES ET SON IMPACT SUR LE RECRUTEMENT DES JEUNES

Ces travaux permettent également d'observer les comportements d'embauche des entreprises et de déceler les glissements de leurs demandes, ou les évolutions de l'emploi dans le secteur visé par la formation. Ainsi, on a pu observer que les emplois de secrétariat n'étaient plus confiés à des titulaires d'un premier diplôme de formation professionnelle mais à des jeunes plus qualifiés. Il est donc important d'arrêter ou de transformer ces formations de premier niveau. Dans certains secteurs industriels, on a pu aussi observer l'augmentation du niveau d'exigence des entreprises et là encore on a dû adapter les formations et les diplômes. Il est cependant important de vérifier que les comportements des entreprises ne soient pas liés à la conjoncture : un chômage important les conduit souvent à embaucher des personnels plus qualifiés car ils sont disponibles et pas nécessairement plus coûteux.

On doit donc disposer d'informations plus générales sur la relation formation – emploi qui peuvent être obtenues à partir d'enquêtes sur la population active (enquêtes 'emploi' – 'labour force' surveys...).

Des indicateurs permettant de bien connaître les entreprises et les secteurs qui recrutent des jeunes sortant du système éducatif sont également très utiles : la part des jeunes sortis du système éducatif dans les recrutements des entreprises est un indicateur intéressant à connaître par secteur économique et par taille d'entreprise. Cela permet souvent de relativiser les grandes déclarations des uns et des autres. C'est donc un outil important du dialogue entre le système éducatif et les entreprises.

11.3 OBSERVATION ET PROSPECTIVE DE LA RELATION FORMATION – EMPLOI À UN NIVEAU MACRO-ÉCONOMIQUE

À un niveau plus macro-économique, il est important de vérifier les grands équilibres entre les besoins de l'économie et le fonctionnement (et donc la 'production') du système éducatif. S'il est clair qu'il ne peut y avoir d'adéquation parfaite entre ces deux éléments, il faut s'assurer que le décalage reste limité et n'entraînera pas de dysfonctionnements graves. Ces travaux doivent être conduits à la fois en constat et en prospective. C'est d'autant plus important lorsque la situation démographique indique une très forte probabilité de tension sur le marché du travail lié à de nombreux départs à la retraite. Des comparaisons fort utiles peuvent être faites entre des indicateurs sur les niveaux de formation requis par les besoins de l'économie et des indicateurs sur les niveaux observés ou prévus produits par le système de formation. De forts déséquilibres doivent conduire à des actions de remédiation qui doivent toucher aussi bien le système éducatif que la gestion des ressources humaines des entreprises. En effet, une politique de formation et de promotion interne aux entreprises peut utilement 'soulager' le système éducatif dans une course effrénée à l'augmentation du niveau des formations.

On voit donc tout l'intérêt de disposer régulièrement d'observations et de bilans sur la relation formation – emploi et de travaux prospectifs même si par ailleurs on doit reconnaître les limites des exercices prospectifs.

11.4 LA FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE ET EN PARTICULIER EN COURS DE VIE ACTIVE

On a déjà noté l'importance de la formation en cours de vie active. Il est donc indispensable de construire des indicateurs qui pourront mesurer l'importance des actions de ces formations ainsi que leur impact sur la carrière des personnes et sur

11. QUELQUES EXEMPLES D'UTILISATION DES INDICATEURS POUR L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION PROFESSIONNELS

le développement économique. Il est également très utile de connaître le développement des certifications obtenues après la formation initiale.

Le développement des formations et des certifications en cours de vie active est un enjeu très fort des années à venir.

12. CONCLUSION

12

Il faut faire vivre les statistiques et les données collectées sur le système éducatif. La publication d'un rapport d'indicateurs est la bonne façon de le faire, d'autant plus qu'aujourd'hui les outils sont disponibles. Ils sont simples à mettre en œuvre et si l'on est raisonnable, assez peu coûteux. Une décision politique est indispensable pour le réaliser. Mais n'est-il pas nécessaire de jouer la transparence pour afficher sa volonté d'améliorer ce qui reste un espoir face à tous les périls qui hantent ce début de XXIème siècle : l'éducation ?

Les débats dans ce domaine doivent s'appuyer sur des données objectives acceptées par tous. Ainsi, on pourra traiter plus en profondeur des nombreux problèmes réels qui se posent dans chaque pays. Faciliter les débats, donner des éléments de réflexion : on retrouve les objectifs définis au début de cette publication.

Concernant l'enseignement et la formation professionnels, les attentes sont tout aussi grandes. Les qualifications et les compétences acquises sont un élément essentiel dans le développement d'un pays. Là encore, la nécessité d'évaluer pour mieux piloter et rendre compte est indiscutable.

Une fois les travaux statistiques lancés, il est toujours possible d'aller plus avant, d'améliorer la fiabilité des indicateurs existants, de créer par exemple des indicateurs d'aide au pilotage des établissements scolaires ou des centres de formation professionnelle. Mais ceci est une autre histoire. A suivre donc...

BIBLIOGRAPHIE

1. Education, Culture and Science in the Netherlands. Facts and Figures. Ministry of Education. 2001.
2. Indicateurs du système éducatif. République algérienne. Ministère de l'éducation nationale. Sous-direction de l'évaluation. Mars 2001.
3. Un outil au service des comparaisons internationales : la CITE . C.Sauvageot in Politique d'éducation et de formation : Les indicateurs comme outils des politiques éducatives n°3 décembre 2001.
4. Education pour tous, bilan en l'an 2000. Directives techniques. UNESCO : Forum consultatif international sur l'éducation pour tous, Paris, UNESCO, 1998.
5. La Classification Internationale Type de l'Education (CITE/ISCED). UNESCO. Novembre 2002
6. European Report on quality indicators of Lifelong Learning : Fifteen quality indicators. European Commission. Brussels. June 2002
7. Indicators in Perspective : the use of quality indicators in vocational education and training. Cedefop document Wouter Van den Berghe – Tikon Consultancy. November 1997
8. Key indicators on vocational education and training in the NIS and Mongolia 1995-1999 , European Training Foundation

FONDATION EUROPÉENNE
POUR LA FORMATION

INDICATEURS ET POLITIQUES EDUCATIVES :
UN GUIDE PRATIQUE

